

# ***l'Anti*capitaliste**

n°372 | 23 février 2017 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ [www.NPA2009.org](http://www.NPA2009.org)

## **VIOLENCES POLICIÈRES ET RÉPRESSION**



# **COMBATTONS LE MAINTIEN DE L'ORDRE... CAPITALISTE**

PHOTOHÉRIQUE ROUGE / JMB

**Dossier**

## **RUSSIE FÉVRIER 1917**

Pages 6 et 7

**ÉDITO**

«MigrantEs, chez nous,  
c'est chez vous!»

Page 2

**PREMIER PLAN**

Mélenchon: un hologramme  
hante l'Europe?

Page 3



**ACTU INTERNATIONALE**

Irak: une offensive complexe  
de la coalition à Mossoul

Page 10

**LIBRE EXPRESSION**

Entretien avec Clarisse Bouthier  
de Solidarité migrants Wilson

Page 12



édito

Par ANTOINE RABADAN

## «MigrantEs, chez nous, c'est chez vous!»

**E**n cette campagne présidentielle, s'il y a un sujet qui mobilise les petits calculs électoralistes des candidatEs, c'est bien celui des migrantEs. Sur ce terrain, le FN a réussi depuis des années à poser au centre des débats son marqueur raciste et xénophobe. Il est désormais de bon ton, y compris «à gauche», de se laisser aller à battre en retraite sur la seule mesure susceptible de commencer à régler la situation inhumaine dans laquelle sont plongés des milliers de nos frères et sœurs d'autres latitudes fuyant la guerre ou la misère: la liberté totale de circulation et d'installation, pour une vie apaisée et digne... Ce samedi, la bonne surprise nous est venue de Barcelone, où des dizaines de milliers de manifestantEs (160 000 selon la police, 500 000 pour une partie de la presse espagnole), ont proclamé: «Assez d'excuses, accueillons maintenant!» Une leçon d'humanité, profondément politique, d'autant plus cinglante pour la France comme pour le reste de l'Union européenne qu'elle est administrée par une région (une région autonome de l'État espagnol) qui voit se développer un puissant mouvement réclamant son indépendance: une leçon pour toutes celles et ceux qui croient que l'émancipation d'un peuple ne se reconnaissant pas dans un cadre national ou supranational imposé par l'histoire ou les institutions en place signifie mécaniquement qu'il opte pour un repli identitaire et haineux envers les autres...

Très en pointe dans sa revendication nationale contre l'État espagnol, le peuple de Barcelone a donc très largement le nationalisme... internationaliste! Et il le fait savoir dans la rue: samedi, la revendication n'était rien d'autre que «Pas d'excuse, l'accueil c'est maintenant!» Une leçon politique de premier ordre pour combattre la lepénisation de la droite et de la «gauche», ici dans la campagne présidentielle et au-delà. Comme le montrent ces dizaines de milliers de CatalanEs, les peuples n'ont décidément pas de patrie à défendre contre les autres peuples. Et c'est touTEs ensemble que nous devons combattre le seul, le même, ennemi: le capital!

## BIEN DIT

L'actuel pouvoir s'était engagé à tenter de normaliser les pratiques de contrôles à répétition en rendant obligatoire la remise d'un récépissé à la personne contrôlée. Cet engagement a été abandonné. Pire, le gouvernement vient de faire voter au Parlement un texte prévoyant l'anonymisation des procès-verbaux. Il sera impossible pour le citoyen de vérifier la compétence de tel policier, de se plaindre de lui ni même de le faire citer comme témoin! Comme si cela ne suffisait pas, le même texte va prévoir que les policiers pourront ouvrir le feu même en l'absence de péril pour eux-mêmes ou autrui. Et le maximum des peines pour outrage à policier va doubler. Le gouvernement a choisi son camp, celui de la force et de l'affrontement contre une partie de la population régulièrement stigmatisée qui n'avait pas besoin de ça.

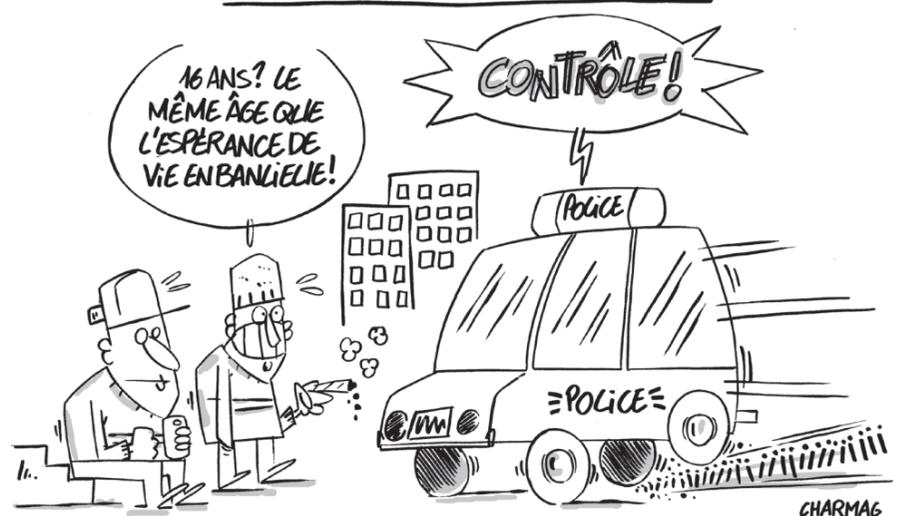
Extrait du communiqué des AVOCATS DE FRANCE «Insécurité publique» du jeudi 16 février

# À la Une

## Combattons le maintien de l'ordre... capitaliste

«Nous devons défendre le pacte républicain qui nous unit tous», claironne le ministre de l'Intérieur... Mais s'il y a pacte, c'est bien celui qui unit la poignée de possédants avec les différents rouages de l'État. Contre nous touTEs, habitantEs des quartiers populaires, migrantEs, chômeurEs, salariéEs, militantEs...

### ABAISSEMENT DE LA MAJORITÉ PÉNALE À 16 ANS



### Les forces de quel ordre?

La conception politique de la police de l'État français est l'enfermement des classes dites dangereuses: «une plèbe jugée méprisable qu'il faut mater et maintenir à sa place, c'est-à-dire au plus bas», écrit l'historien engagé Olivier le Cour Grandmaison. L'état d'urgence permanent imposé par ce gouvernement socialiste s'inscrit dans cette logique: aggravation de toutes les peines concernant les actes, voire les intentions, de la petite délinquance, qui conduit toujours les plus pauvres à la case prison et aux violences qui y règnent. Des méthodes similaires sont utilisées sur les quartiers populaires: contrôles d'identité ciblés, injures racistes, coups, humiliations à connotation sexuelle, notamment par des policiers des BST (brigades spécialisées du territoire, créées par Hortefeux, ministre de l'Intérieur en 2010) pour «intervenir et réprimer les crimes et délits spécifiquement dans les zones difficiles». Au fond, c'est toujours la reconquête et la pacification!

Il n'y a pas de limite à la volonté de se moquer et d'humilier: révélé il y a quelques jours dans la presse, le déguisement de policiers en musulmans dans le quartier de la Briscane à Marseille marque un nouveau pas dans l'abject. Et il n'y a pas de limite à la violence: le viol de Théo en témoigne, ainsi que la mort liée à des actions de police d'une douzaine de personnes chaque année. Il s'agit bien de contenir, si nécessaire par la terreur, des jeunes en grande partie issus des anciens pays colonisés, pour 40% d'entre eux au chômage et jugés inutiles par le système.

### De la guerre sociale

Maintenir l'ordre et aussi mater. Mater toutes les résistances: celles des militantEs contre la COP21 ou à Notre-Dame-des-Landes; celles pour l'emploi à Goodyear, Air France ou ailleurs; celles contre la loi travail; celles qui réclament justice pour Théo, Adama et tous les autres... Pour touTEs, coups, gazages, massages, risques de séquelles physiques à chaque manifestation, voire la mort comme pour Rémi Fraisse, les procès... Et aucun soutien à espérer en général du côté de la justice: celle-ci est au service de cette politique policière. Ainsi, à Aulnay-sous-Bois, alors que plusieurs jeunes sont en prison pour «embuscade», un policier violeur et ses complices sont toujours en liberté... L'état d'urgence permanent est une méthode de gouvernement qui légalise tous les abus: perquisitions violentes de nuit, multiplication des

assignations à résidence, jugements pour délits de solidarité. Pire, l'État français se moque des décisions de justice. Ainsi, il a été condamné à plusieurs reprises par la Cour européenne des droits de l'homme en raison de la surpopulation carcérale et pour des assignations à résidence abusives et contraires à la libre circulation, mais aussi par la Cour de cassation pour faute lourde concernant des discriminations lors des contrôles... Sans aucun effet à ce jour!

Mais par contre, la nouvelle loi votée le 16 février dernier sera elle sans nul doute appliquée... car elle permet aux adeptes de fraude financière de s'extraire de toute poursuite judiciaire pour les infractions occultes, très difficiles à prouver, au-delà de 12 ans après que l'infraction a pu être découverte. Les Fillon ou Cahuzac, de droite comme de «gauche», ont encore de beaux jours!

### Organisons-nous!

Les institutions police et justice, chargées d'imposer un ordre économique injuste et inégalitaire contre l'intérêt du plus grand nombre, perdureront tant que cet ordre existera, tant que le système capitaliste durera. Et pour l'arrêter, nous ne pouvons que compter sur nos forces. Nous avons toujours des raisons fortes de nous révolter contre ce système, aujourd'hui plus que jamais, car ce sont des jeunes de notre camp social qu'ils maltraitent, violent ou assassinent. Nous ne pouvons nous taire. C'est pour cela qu'en particulier le dimanche 19 mars, nous serons avec les familles des victimes, avec de nombreuses associations, partis et syndicats pour exiger justice pour Théo, Adama et tous les autres!

Roseline Vachetta

## USA

# «Que Dieu bénisse Boeing!»

À Charleston, en Caroline-du-Sud, Trump a conclu un meeting tenu dans un hangar de Boeing par un retentissant «Que Dieu bénisse Boeing!» L'aveu d'une politique tout entière vouée au capital.

**C'**est aussi la tentative du plus impopulaire et du plus contesté des présidents des USA de reprendre la main en menant une campagne permanente autour de ses deux thèmes de prédilection, nationalisme et protectionnisme («acheter américain et embaucher américain»), et l'immigration.

### Recadrage tendu

Retrait forcé de son futur ministre du Travail, le personnage traînant entre autres des accusations de violence contre sa femme, démission

de son conseiller à la sécurité, soupçonné d'être trop proche des Russes, déclarations contradictoires à propos d'Israël ou de la Chine, etc. Les gaffes et les scandales sont quotidiens.

La démission contrainte de Michael Flynn, le conseiller à la Sécurité nationale, l'un des plus hauts postes de l'État, soupçonné de collusion avec la Russie, focalise les tensions, y compris au sein du camp républicain et avec l'appareil d'État. Flynn était la pierre angulaire de la politique extérieure de Trump. Il était aussi parti en guerre contre le pouvoir de

la CIA et du Pentagone, espérant les subordonner à la Maison-Blanche. Il pensait comme Trump que la Russie avait des intérêts communs avec les États-Unis, qu'elle n'était pas une menace pour eux et donc que l'on pouvait discuter sans méfiance... Les Républicains, les néoconservateurs anciens amis de Bush, l'ont forcé à démissionner, et Trump a dû accepter: un camouflet aussi important que la suspension par les juges de son décret anti-immigration. Son remplaçant, le général McMaster, devrait offrir toutes les garanties: il a fait l'Irak, pendant la guerre

de 1991 et deux fois après l'invasion américaine de 2003, ainsi que l'Afghanistan!

### Contre-offensive arrogante

Trump s'est plié, mais sans abdiquer de s'imposer à la machine républicaine, jouant de la sympathie qu'il recueille dans son électorat. Après une conférence de presse impromptue et agressive, il est allé en meeting à Melbourne, en Floride, pour s'adresser directement au peuple, par-delà l'establishment... «La Maison-Blanche fonctionne sans accroc, sans heurt. Croyez-moi,

# Un monde à changer

**CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ!** Personne n'accusera le NPA de sympathie pour Macron, mais pour des raisons qui le regardent, il a touché juste en parlant de crimes contre l'humanité à propos de la colonisation. On pourrait, par exemple, évoquer les « enfumades » que Wikipedia définit ainsi : « Les enfumades sont une technique utilisée en Algérie par le corps expéditionnaire français durant la conquête du territoire de la régence d'Alger en 1844 et 1845. [...] La technique consiste à asphyxier les personnes réfugiées ou enfermées dans une grotte en allumant devant l'entrée des feux qui consomment l'oxygène disponible et remplissent les cavités de fumée. » Le 11 juin 1845, Bugeaud, commandant des troupes françaises en Algérie, conseilla à ses subordonnés afin de réduire la résistance des populations : « Enfumez-les à outrance comme des renards ». Et une semaine après cette déclaration, le colonel Péliissier n'hésita pas à asphyxier plusieurs centaines de personnes – hommes, femmes et enfants – qui s'étaient réfugiées dans une grotte. Il y eut aussi

les « emmurades » : ainsi, en août 1845 par exemple, cinq cents Algériens furent emmurés dans une grotte.

Et cela continua... Pour procéder au pillage des ressources de l'Afrique, les populations civiles furent soumises aux travaux forcés, avec à la clé des milliers de victimes : entre 15 000 et 30 000 personnes mortes sur le chantier du chemin de fer entre Pointe-Noire et Brazzaville, au Congo. Des morts, il y en a eu également à chaque fois que les populations ont tenté de se libérer du joug colonial : par exemple à Madagascar, au Cameroun ou en Algérie.

L'historien Benjamin Stora rappelle le rapport du jeune Michel Rocard, sortant alors de l'ENA, qui expliquait en 1960 que plus de 2,5 millions de paysans algériens avaient été déplacés de force par l'armée. Certains de ces paysans moururent de faim : Rocard, souligne Stora, parlait à leur propos de « crimes contre l'humanité ».

Alors, oui, ce sont bien des crimes contre l'humanité!

## MÉLENCHON Un hologramme hante l'Europe?

Sur la forme, passons sur le fait qu'il s'était auto-proclamé au 20 heures de TF1 comme le candidat « du peuple français », au-dessus des partis mais avec des allures « bonapartistes ». Et ne nous attardons pas plus sur l'abandon des symboles du mouvement ouvrier, comme celui de la couleur rouge dans ses meetings ou son matériel de campagne ou plus substantiellement de l'Internationale à la fin de ses meetings...

Ce qui marquera sans aucun doute, c'est sa campagne 2.0 qui rencontre un certain succès. Ainsi, il a créé sa propre chaîne Youtube qui fait un tabac avec des centaines de milliers d'abonnés. Toutes les semaines, il y fait de longues interventions pour commenter l'actualité et défendre son programme « l'avenir en commun ». Cela lui permet habilement de toucher plus de monde qu'une campagne « traditionnelle »... mais aussi de ne plus s'embarrasser de journalistes et de contradicteurs, qu'il n'hésite pas à insulter quand ils ne vont pas dans son sens. Cela sans oublier non plus ses coups de com', tel son meeting en « hologramme » et plus récemment une émission TV de plus de cinq heures diffusée sur Internet pour présenter le chiffre de son programme. Mais cette vaste opération de communication politique ne doit pas faire masquer le fond de son programme. Là où le bât blesse...

Rien n'arrête Mélenchon, même pas Hamon? Mais pour aller où? Depuis les débuts de sa campagne, Mélenchon et sa France insoumise ont décidé de rompre avec la campagne menée avec le PCF en 2012 autour de « l'Humain d'abord », tant sur la forme que sur le fond.



### De quoi l'insoumission est-elle le nom?

Il est vrai que Mélenchon rend compte de la destruction du lien social par le néolibéralisme appliqué par les gouvernements successifs et arrive à exprimer la défiance de plus en plus grande de ceux d'en bas vis-à-vis des institutions. Et face à ce constat, il affirme vouloir « mettre au pas la finance », proposant donc de séparer les banques d'affaires et de détail, de contrôler les mouvements de capitaux, d'instaurer une taxe « réelle »

sur les transactions financières, de moduler l'impôt sur les sociétés qui investissent en France.

Il met aussi en avant certaines propositions, dont nous débattons également, comme le partage des richesses, les moyens accordés à l'éducation, le sport, la santé, la sortie du tout-marchand, la planification écologique incluant la création d'emplois et des réorientations de la production... Mais tout cela sans jamais aucune incursion dans la propriété privée!

Et logiquement, en bon défenseur d'une République qui fusionne État et nation, il ne propose pas une rupture profonde avec ce système, se réfugiant derrière la perspective d'une constituante sans avancer de mesure répondant par exemple à la crise politique actuelle illustrée par l'affaire Fillon.

Mais peut-être que l'essentiel reste que Mélenchon ne fait plus référence à la lutte des classes, pensant ainsi s'adresser à l'ensemble du « peuple français ». Dans une imitation de Podemos, il stigmatise « la caste oligarchique et son personnel politique »... oubliant ainsi que lui-même occupe depuis des dizaines d'années des mandats politiques sans discontinuer.

Tout cela sans oublier les désaccords les plus saillants que nous pouvons avoir avec ses conceptions protectionnistes (même qualifiées de « solidaire ») et son esprit national, avec la pincée de chauvinisme qui l'amène à des glissements successifs, par exemple sur la question de l'accueil des migrants.

Alors certes, Mélenchon n'est pas notre adversaire, mais il développe une campagne éloignée de la nôtre, pour une gauche anticapitaliste et internationaliste.

Sandra Demarcq

## Le chiffre + 4,3%

C'est la hausse des dividendes distribués aux actionnaires par les grandes entreprises françaises en 2016. « La France emmène le peloton des pays développés » souligne la société financière Henderson Global Dividend, car « la France » fait nettement mieux que la moyenne mondiale (+ 0,1%)...



## Agenda

**Mardi 28 février, rencontres de La Brèche, Paris.** Présentation du livre *Le Concert des puissants* (Raison d'agir, 2016) par son coauteur Paul Lagneau-Ymonet, à partir de 18h à la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12<sup>e</sup>.

**Jeudi 23 février, réunion publique de solidarité avec la Syrie, Paris.** À l'initiative du collectif Avec la révolution syrienne, « *Alep: un tournant? Résistances populaires en Syrie et manœuvres internationales* », à 19h à la Bourse du travail (salle Varlin), 3, rue du Château-d'Eau, Paris 10<sup>e</sup>.

**Dimanche 19 mars, marche pour la justice et la dignité, Paris.** « *Contre le racisme, les violences policières, la hogra et la chasse aux migrants* ». Manifestation à partir de 14h, départ Nation, concert à partir de 18h, place de la République.

## NO COMMENT

Une des erreurs fondamentales de ce quinquennat a été d'ignorer une partie du pays qui a de bonnes raisons de vivre dans le ressentiment et les passions tristes. C'est ce qui s'est passé avec le mariage pour tous, où on a humilié cette France-là.

EMMANUEL MACRON, dans une interview à l'Obs jeudi 16 février... parlant bien entendu des opposants au mariage homosexuel!

j'ai hérité d'un grand bazar ». Tout serait la faute des médias « malhonnêtes » qu'il accuse de propager des « mensonges », des « fausses informations »... même si les fuites sont vraies. Il a martelé son slogan de campagne, « Rendre sa grandeur à l'Amérique », pour à nouveau partir en guerre contre le Mexique et les migrants, se faire le champion de la sécurité des frontières et de la construction du mur : « Les terroristes islamiques radicaux seront maintenus hors du pays! », inventant au passage un attentat en Suède qui n'a jamais eu lieu! Vantant ses prétendus « premiers succès » dont ceux de l'industrie automobile, il a promis de continuer à relancer l'emploi et a annoncé sa réforme du système de santé : « Nous nous occupons de l'Obamacare. Nous en sommes aux derniers stades. Nous la présenterons donc début ou mi-mars ».

Il veut sa revanche contre les juges fédéraux qui ont suspendu son décret anti-immigration du 27 janvier. Il abdique de contester leur décision pour repartir à la charge avec un second texte « très complet, pour protéger le pays ».

Il veut aussi prendre la main sur la FED, la banque centrale américaine dont la dirigeante formule une critique ouverte de ses projets économiques, en particulier la décision de remettre en cause le peu de régulation financière existant.

### Les manifestants ne désarment pas

Samedi dernier, dans les rues du Milwaukee, sur le lac Michigan, se sont retrouvés 15 000 manifestants pour le #JourSansLatinos. « Nous sommes travailleurs, pas criminels », disait une banderole en tête de cortège. Pour le President's Day, le 20 février, jour férié en l'honneur



Trump en Floride: la meilleure défense, ça reste l'attaque... DR

des chefs d'État américains, des manifestations ont aussi eu lieu dans tout le pays.

La colère ne désarme pas. C'est là qu'est la vraie opposition à Trump, dans le mouvement ouvrier et la

jeunesse, parmi les travailleurs immigrés, les femmes, en faisant converger les mécontentements et les exigences contre le système dont Trump est le produit et l'instrument. **Yvan Lemaître**

## l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction :**  
0148 70 42 27  
redaction@npa2009.org

**Diffusion :**  
0148 70 42 31  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration :**  
0148 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0419 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage :**  
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur  
de publication :**  
Ross Harrold

**Secrétaire  
de rédaction :**  
Manu Bichindaritz

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél. : 0148 70 42 22  
Fax : 0148 59 23 28  
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

**IMPRIM'VERT®**

# 2017

## PHILIPPE POUTOU



### Agenda

**Vendredi 24 février, réunion publique, Toulouse.** Avec Philippe Poutou, à 12h30 à l'université du Mirail (amphi 9).

**Vendredi 24 février, réunion publique, Tarbes.** Avec Philippe Poutou, à 18h, hôtel Brauhauban 2<sup>e</sup> étage, 47, rue Brauhauban, près de la mairie.

**Mardi 28 février, réunion publique, Paris.** Avec Olivier Besancenot, à 19h30 à Culture rapide, 103, rue Julien-Lacroix, Paris 20<sup>e</sup>.

**Judi 2 mars, réunion publique, Marseille.** Avec Philippe Poutou, à 19h au théâtre Mazenod, 88, rue d'Aubagne.

**Vendredi 3 mars, réunion publique, Alès.** Avec Philippe Poutou, à 19h à la Maison du peuple, salle Danielle-Casanova, quartier Tamaris.

**Lundi 6 mars, réunion publique, Strasbourg.** Avec Philippe Poutou, à 20h à la Maison des syndicats, 1, rue Sedillot.

Une coïncidence de dates qui nous rappelle que les violences policières ne sont pas des incidents isolés mais un fait social à part entière qui mérite d'être combattu comme tel.

#### Une mobilisation venue d'en bas

Depuis l'agression de Théo L., diverses initiatives ont été prises, qui indiquent non seulement qu'une fois de plus les organisations de gauche et de gauche radicale ont des difficultés à contribuer à organiser une riposte à la hauteur des enjeux, mais aussi que plusieurs orientations se détachent, pas nécessairement contradictoires en l'état actuel de la mobilisation, mais qui divergent quant au diagnostic et aux réponses à apporter. Les premières initiatives ont été organisées dans plusieurs villes à l'appel d'habitantEs des quartiers populaires, avec le soutien et l'appui d'associations locales et de structures luttant contre les violences policières. Le samedi 11 février, plusieurs milliers de personnes se sont ainsi retrouvées à Bobigny, au cris de « Justice pour Théo », « La police tue » ou encore « Je ne suis pas un bamboula ». Une mobilisation regroupant majoritairement des habitantEs des quartiers, premières victimes des violences policières et bien décidés à se faire entendre. Ce sont ces premiers rassemblements (dont l'initiative de Bobigny a été un point culminant), ainsi que l'activisme sur les réseaux sociaux dans les premiers jours, qui ont transformé l'agression de Théo en véritable « problème public », forçant les uns et les autres à se positionner. Hollande et Cazeneuve se sont exprimés le 7 février, soit cinq jours après les faits, la pression étant devenue trop forte pour qu'ils demeurent terrés dans le silence. Phénomène inédit, le président de la République s'est même rendu au chevet de Théo L.

### VIOLENCES POLICIÈRES ET RACISME

## Accidentels ou institutionnels ?

Le 2 février dernier était organisé à Paris un concert de rap autour du mot d'ordre « Justice pour Adama ». Ce même 2 février, le jeune Théo L. était agressé et violé, à Aulnay-sous-Bois, par des policiers...



#### Deux tendances

Deux tendances se sont alors dessinées du côté de celles et ceux qui ont exprimé leur condamnation de l'agression et leur solidarité avec Théo L. Deux tendances que l'on a pu retrouver le 15 février dans *Libération* avec la publication de deux appels : le premier (initié par le site *Quartiers XXI*) se positionnant sans ambiguïté contre les violences policières (« C'est notre cause commune à toutes et tous : ensemble contre les violences policières et leur impunité »), tandis que le second, initié par Steevy Gustave, ex-maire adjoint de Brétigny-sur-Orge, comportait des formulations beaucoup plus... discutables. On pouvait notamment y lire ceci : « Oui, notre police doit être exemplaire ! Elle l'est la plupart du

temps, et c'est aussi pour cela que nous condamnons avec force les casseurs et les voyous, mais nous ne pouvons pas fermer les yeux sur ceux qui, dans la police, salissent toute une profession, attisent la haine et sapent les fondements de notre République. » Des formules faisant écho à celles de Mélenchon dans sa « Revue de la semaine » du 7 février : « Nous voulons que soient punis ceux qui se sont rendus coupables de tels actes. Moi je dis il faut les mettre dehors : la police nationale, la police républicaine, n'a rien à voir avec ce type d'individus. »

#### Pas de justice, pas de paix

Une « police exemplaire » ? « Rien à voir avec ce type d'individus » ? Même si les uns et les autres disent leur révolte face à l'agression et au

viol de Théo L., on ne peut qu'être frappés par cette volonté de dédouaner, si ce n'est de défendre, la « police républicaine ». Comme si les violences policières n'étaient pas un phénomène structurel. Comme si le racisme de l'institution policière était le fait de quelques individus mal intentionnés. Comme si les contrôles au faciès, les brutalités, les humiliations, etc., n'étaient pas le lot quotidien des habitantEs des quartiers et, plus généralement, des personnes présentant l'immense défaut de ne pas avoir la peau suffisamment claire. Il ne s'agit pas de condamner a priori les positions pas assez « radicales », mais de refuser de s'arrêter au milieu du gué. Les violences policières ne sont pas accidentelles, elles participent au maintien d'un « ordre » injuste et d'une politique, empreinte de colonialisme, de contrôle de populations assimilées à des « classes dangereuses ». Face à ce phénomène, pas de tergiversation : la question n'est pas de « purger » la police de ses « mauvais éléments », mais de construire, aux côtés des premierEs concernéEs, une mobilisation à la hauteur des enjeux, assumant une opposition frontale aux structures qui perpétuent et renforcent le racisme et les violences. Prochaine étape le 19 mars, avec la grande Marche pour la justice et la dignité. Pour Théo L., pour Adama Traoré, pour Zyed et Bouna, pour leurs proches, pour touTEs les autres.  
Julien Salingue

## NPA Arguments de campagne

**Les manifestations des éleveurs ont mis en lumière la dégradation du revenu des agriculteurs, ce qu'a confirmé la publication des comptes de l'agriculture pour 2016. D'où vient cette situation ?**

Les paysans sont des travailleurs indépendants, ils se rémunèrent sur les bénéfices de l'exploitation, c'est-à-dire sur la vente de leur production diminuée des charges. Or ces dernières augmentent alors que les prix sont tirés à la baisse, sans que cela profite aux consommateurs car la valeur ajoutée est captée par les industries de transformation et la grande distribution. On peut donc avoir des marges négatives. Certains ne peuvent plus rembourser leurs emprunts ni payer leurs cotisations sociales. Au mieux le revenu du conjoint salarié fait vivre la famille. Le revenu agricole repose aussi sur les aides nationales et européennes qui souvent constituent le seul « salaire » quand elles ne sont pas saisies par les fournisseurs et les banquiers. Ces aides, qui totalisent des sommes énormes, représentent une rente de situation pour quelques milliers de gros exploitants quand la majorité ne reçoit que des miettes.

**Les cessations d'activité, les suicides, on en parle de plus en plus, mais que font réellement les pouvoirs publics ?**

Il y a les larmes de crocodile sur la misère agricole et les faits. Quand ça chauffe trop, les pouvoirs publics décrètent des mesures d'urgence pour

## Libérer l'agriculture de l'étau du capital

assurer un peu de trésorerie, en général des aides financières et des reports d'échéances. C'est indispensable car on ne peut pas laisser crever les gens, mais ça ne résout rien à terme puisqu'on ne s'attaque pas aux deux questions de fond, le niveau des prix et le surendettement. Les éleveurs de porc ont demandé un prix minimum garanti. Le gouvernement s'est déclaré favorable mais a capitulé devant l'opposition des principaux opérateurs (dont une coopérative). Même chose pour le lait, le groupe Besnier impose sa loi. Le ministère de l'Agriculture est aussi celui de l'agroalimentaire, au service des industriels plutôt que des paysans ! Présidée par un agro-industriel, la FNSEA tente de détourner la colère contre les « charges » et les « contraintes ». Préconisant comme le gouvernement la « compétitivité » et la « vocation exportatrice », soit davantage de concentration et d'endettement, elle enfonce les agriculteurs.

**D'autres producteurs ont choisi de travailler différemment : l'agriculture biologique, la vente directe et les circuits courts. N'est-ce pas une solution ?**

L'essor de modes de production moins polluants procurant une alimentation saine et savoureuse est à saluer. La vente directe, la transformation sur



Septembre 2015, quand les tracteurs manifestaient à Paris. PHOTOHÉRIQUE ROUGE / JMB

place permettent de récupérer de la valeur ajoutée, et maîtriser son travail est plus agréable que d'être tenu en laisse par les capitalistes. Mais il y a des obstacles à la généralisation. Le pouvoir d'achat en berne des consommateurs cantonne souvent le bio et les produits de qualité à des marchés de niche. Les petites structures de proximité ont disparu : moulins, abattoirs locaux, laiteries, ateliers de transformation. Il manque des petits commerces et des marchés paysans dans les zones urbaines où vit la majorité de la population. Il faut

reconstituer ce maillage, pas sous les formes anciennes où des intermédiaires s'engraissaient, mais avec des coopératives à dimension humaine, appartenant réellement aux producteurs. L'expérience des collectivisations pendant la révolution espagnole vaut d'être étudiée.

#### Que propose le NPA ?

Aujourd'hui des hommes et des femmes s'épuisent au travail et n'en tirent même pas le Smic, leur protection sociale est insuffisante et leur retraite dérisoire. Quel jeune voudrait

s'installer dans de telles conditions ? Nous proposons un revenu garanti pour chaque actif agricole, indépendamment des aléas de la production et des marchés. L'importance de l'agriculture dans l'alimentation, la santé publique, la protection de l'environnement et l'aménagement du territoire justifie cette rémunération. Les normes sanitaires et environnementales ne doivent plus être vécues comme des contraintes mais comme des nécessités générant certes du travail, mais du travail payé. Contre le surendettement, nous proposons la réduction et même l'effacement des dettes quand les banquiers se sont bien gavés. Cela passe par un plafonnement et un redéploiement des aides publiques, ainsi que des subventions qui ne doivent plus aller aux mégaprojets mais aux initiatives de terrain favorisant la transition écologique. Il faut desserrer l'étau du capital. Nous n'y parviendrons vraiment qu'en socialisant les groupes de l'agroalimentaire et de la grande distribution ainsi que les banques, mais on peut résister en imposant des prix plancher à la production, en interdisant vraiment les OGM et le brevetage du vivant, en rendant leurs places aux semences paysannes, en bloquant les projets agrocapitalistes telle la ferme des mille vaches.

Jean-Luc Mélenchon sera candidat sans aucune discussion unitaire, pas plus avec Hamon ou Jadot qu'avec ses anciens partenaires du Front de gauche d'ailleurs. Ne reste plus que le retrait possible de la candidature de Yannick Jadot au profit de celle de Benoît Hamon, avec un accord entre le PS et EÉLV.

### Jamais sans le PS (ou si brièvement!)

La victoire de Hamon a suscité une aspiration unitaire, sincère mais illusoire, chez de nombreux militantEs du mouvement social. Au sein d'EÉLV, elle repose l'éternelle question de l'alliance avec le PS. En juin 2016, le mandat donné à la direction d'EÉLV pour les échéances électorales de 2017 étaient pourtant relativement précis : « un projet écologiste clairement défini porté par une candidature émanant d'EÉLV ou de la société civile », excluant « tout accord même technique avec l'appareil du PS ». Valls et sa politique avaient amené EÉLV à quitter le gouvernement... mais pas au point de faire le deuil d'une stratégie intrinsèquement liée à la social-démocratie. David Cormand, le secrétaire national a salué la victoire de Hamon en déclarant : « Cette victoire, c'est un peu notre victoire par procuration... Le gouvernement Valls est donc devenu une désagréable parenthèse qu'il convient de refermer avec empressement et soulagement. Les 17 077 votantEs à la primaire écologistes ont donc été consultés

## EUROPE ÉCOLOGIE-LES VERTS Deux pas trois...

Les dirigeants d'Europe Écologie-Les Verts vantent une « candidature commune » permettant de « dépasser les egos et les appareils politiques pour privilégier le projet de société et la dynamique collective »...



Jadot encore candidat pour quelques jours? DR

ces derniers jours sur la « recherche de convergences et de rassemblement ». Les 60% de participantEs ont approuvé la démarche à près de 90%. Ils et elles doivent être à nouveau interrogés sur le résultat des négociations.

### Avec des «si»...

« Si Benoît Hamon est prêt à se détacher de la vieille garde PS et à s'engager avec nous sur un projet

de société alternatif, il ne faut pas hésiter », dit aujourd'hui Noël Mamère (interview à Reporterre le 20 février) qui voit en Hamon « dans la gauche "mainstream", un vrai partenaire décidé à rompre avec les vieux schémas de la gauche productiviste », ajoutant quand même un peu méfiant : « C'est en tout cas ce qu'il a dit... »

Certes, Hamon parle de suspendre la déclaration d'utilité publique

pour Notre-Dame-des-Landes, d'interdire « tous les pesticides dangereux », de réduire la part du nucléaire... C'est d'abord le signe, positif, que ces exigences sont devenues incontournables. Mais dans la bouche de Hamon, ce sont avant tout des paroles de campagnes.

Abandonner le projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes et les autres grands projets inutiles imposés, c'est nécessairement affronter Vinci et les autres grands groupes du BTP, mais aussi les élus PS qui les soutiennent. Interdire les produits dangereux, c'est mettre au pas l'industrie chimique. La sortie « progressive » et « définitive » du nucléaire (la position défendue par EÉLV), c'est exproprier et mettre sous le contrôle des salariéEs et des populations les groupes de l'énergie pour imposer l'abandon de l'EPR à Flamanville, du projet Cigéo à Bure et l'arrêt des centrales...

Une gauche de rupture avec le productivisme ne peut être qu'une gauche de rupture avec le capitalisme. C'est ce projet écosocialiste et l'outil pour le porter qu'il faut construire, et pas une énième union de la gauche...

Christine Poupin



## En action!

### Bégard (22) Le candidat en réunion publique.

Haut lieu de la jeunesse et de la culture locale, la MJC, fondée en 1968, a accueilli Philippe Poutou mercredi 15 février, avec une assistance au-delà des espérances de notre jeune comité (deux ans) : une centaine de personnes. Le fruit d'un patient travail, notamment dans le monde syndical, mais aussi de l'apparition du NPA aux dernières départementales (avec plus de 9% des voix). Philippe, qui avait mangé du lion, a tenu la salle en haleine pendant une heure. Avant lui sont intervenus Thierry pour présenter le comité local, Jocelyne, syndicaliste sur les services publics, nos jeunes camarades Tristan et Richard sur l'expérience de Nuit debout Lannion. Le collectif anti-projet minier Douar Didoull (« Terre sans Trou ») a retracé la lutte menée contre la multinationale Variscan. Des interventions du comité contre l'extraction du sable en baie de Lannion, un appel à manifester contre la répression suite à la loi travail, et un débat ont aussi eu lieu. À noter la présence d'élusEs dans la salle, dont une conseillère départementale du PCF. La presse locale a bien relaté l'événement, avec un merci particulier pour les étudiantEs en journalisme de l'IUT de Lannion, en lutte aussi.

### Rennes (35) 170 personnes avec Philippe Poutou!

Salle comble, avec beaucoup de jeunes, assis partout... Une ambiance d'AG de Rennes 2 pour ce meeting jeudi 16 février. Plus tôt, Philippe avait passé un moment au squat de la Poterie qui accueille environ 180 migrantEs. Piloté par les militantEs de Un toit c'est un droit, Philippe a rencontré un groupe de sans-papiers.

Le meeting a été ouvert par Sophie du NPA Rennes qui a présenté notre action sur la ville. Puis Tariq du comité Vérité et justice pour Babacar Gueye a parlé de la violence policière dans les quartiers populaires. Ensuite, Jasmine de Féminismes, a expliqué la genèse de cette association née au cours de la lutte contre la loi travail. Joëlle de UTUD a résumé la lutte pour obtenir le relogement et des papiers pour les habitantEs du squat visité l'après-midi. Enfin, Philippe a brossé un tableau, souvent ironique, de la situation politique dans le pays, notamment de la séquence présidentielle, s'attachant à mettre en valeur nos perspectives en terme de mobilisation sociale, d'alternative politique, de construction d'un outil politique – un parti – pour rendre le pouvoir à notre camp social.



DR

### Paris 20<sup>e</sup> 130 personnes au débat avec Olivier Besancenot!

Le NPA 20<sup>e</sup> avait choisi de lancer la campagne présidentielle dans le quartier avec Olivier Besancenot jeudi 16 février autour du thème « Présidentielles : ils ne nous représentent pas... Prenons nos affaires en main! ». Une manière de discuter de ce qui fait le cœur de notre campagne : cette élection présidentielle ne changera pas notre situation, il faut nous représenter nous-mêmes, et relever la tête face à la casse de nos droits, à la réaction, au racisme et à l'islamophobie, aux violences policières... Seules des luttes de masse et victorieuses permettront de changer la donne. Ce débat a été un gros succès : environ 130 présentEs, et une quarantaine de personnes qui souhaitent garder le contact. Une échéance réussie pour une campagne présidentielle qui se fait évidemment en connexion avec les mobilisations : en cela, la date du 19 mars est une échéance centrale à construire aussi dans nos quartiers.

### Indre Christine Poupin à la fête!

Samedi 18 février s'est déroulée la première fête anticapitaliste du comité de l'Indre à Chavin, village de même pas 300 habitantEs mais dont le maire parainera Philippe Poutou. Le thème était tout trouvé d'avance : la crise de l'agriculture et la crise du monde rural.

Pendant une heure, Christine Poupin, notre invitée, en a profité pour exposer notre analyse et nos réponses sur ce sujet large et complexe. Vigilance OGM 36 et CICPA 36 (CitoyenNES de l'Indre contre le projet de l'Ayraulport) étaient aussi conviés. Les questions étaient en tout genre : « Peut-on manger bio, pas cher et comment? », « peut-on faire converger les luttes entre ouvriers, salariéEs et le monde paysan? »...

Giovanni et Francis, de la Bolita Compagnie, nous ont offert une version spéciale de leur pièce Canek, sur le premier Indien maya qui s'est révolté contre les Espagnols au 17<sup>e</sup> siècle. Kinou nous a lu quelques textes de Bakounine, puis les Rôdeurs nous ont régalié avec leur rock engagé, nous faisant chanter à tue-tête : « La jeunesse emmerde le Front national »...

## BIEN DIT

Être de gauche, c'est arrêter de mépriser les ouvriers, de les trouver sales et encombrants quand ils sortent dans la rue. Ce sont eux qui font la richesse de la France! Certains politiques, comme Olivier Besancenot ou Philippe Poutou, parlent de nous avec respect. Eux connaissent le travail. Les autres ne sont pas fatigués. [...] Les gens sont en colère. Ils n'en peuvent plus d'être pris pour des imbéciles, pour des moins-que-rien. Un jour, on va se retrouver avec l'extrême droite, à cause de leur mépris. Et on accusera encore les Français de base, les ouvriers, en les traitant d'abrutis.

KARL MONTAGNE, 52 ans, docker à Saint-Nazaire, cité par Bastamag dans sa série d'articles « #imagineLaGauche »

## PARRAINAGES

# Objectif reconversion

L'effort des militantEs, qui passent de nombreuses heures sur les routes toutes les semaines depuis plusieurs mois, à la rencontre des maires ruraux est payant. Nous avons récolté en un seul mois plus de 100 promesses de parrainage et nous avons encore plusieurs centaines de maires hésitantEs à revoir ces prochains jours, ces prochaines semaines. Si nous maintenons et renforçons la dynamique, c'est largement faisable. En 2012, sur cette période, nous avons réussi à récolter environ 270 nouveaux parrainages. Mais encore une fois, nous ne pouvons compter que sur nos propres forces à quelques jours de la reconversion...

### Des difficultés supplémentaires

Cette année, les règles des 500 parrainages ont été modifiées, augmentant les difficultés pour les petits candidats, et renforçant encore le côté antidémocratique de la récolte des parrainages. Plusieurs changements étaient à prévoir : les formulaires ne pouvaient plus être récoltés par le candidat, mais envoyés directement par les maires ; la publication des parrainages au fur et à mesure ; un rétrécissement du nombre de jours prévus pour la période de reconversion, passant d'un mois à trois semaines. Sauf que cela n'était visiblement pas encore suffisant... Ainsi, alors que la circulaire annonçait que les formulaires devaient être envoyés le jeudi 23 février, le Conseil constitutionnel annonce aujourd'hui que le décret de convocation des électeurs sera publié le samedi 25 février au Journal officiel, avec

Nous sommes à présent à un mois de la date fatidique et nous approchons des 300 parrainages. La difficulté est de taille, mais la réussite est encore largement possible...



Contre un filtre antidémocratique, ouvrir les portes... et imposer notre candidature! PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO

dans le même temps l'ouverture de la période de recueil de parrainages. Les préfetures devront donc faire parvenir les formulaires officiels aux 42000 parrains potentiels pour ce samedi 25 février... Mais dans les faits, à cause de cet envoi dans le week-end, on risque en réalité de perdre au moins trois jours par convertir les parrainages. Loin d'être une petite affaire pour les petits candidats.

### Résister au « tous pourris »

L'affaire Fillon, si elle a pour nous clarifié à une échelle de masse ce qu'est ce système politique et le monde de politiciens professionnels, rend parfois difficile la discussion avec les élus des petites communes

dont le ras-le-bol de ce système se fait sentir. La 5<sup>e</sup> République est à bout de souffle. Mais la pression qui repose sur les maires ruraux est de plus en plus forte. Il faut faire comprendre que Philippe, ouvrier anticapitaliste, n'est pas de ce monde-là.

Dans cette période, nous popularisons nos revendications démocratiques, pour empêcher la professionnalisation de la politique : contrôle et révocabilité des éluEs, pas d'indemnité supérieure au salaire moyen (2200 euros net). Nous répétons que nous sommes en faveur d'un parrainage citoyen, et que, alors que tous les politiciens traînent d'énormes casseroles, ce serait un comble que le seul dont on est certain qu'il n'y touchera pas, soit empêché – par des procédés antidémocratiques – de porter un discours de rupture avec le capitalisme et ses institutions.

### Plus que jamais, touTEs sur les routes!

Nous pouvons y arriver, même si nous ne pouvons nier les difficultés. Pour cela, il va falloir voir et revoir les maires hésitants, et prendre dès aujourd'hui rendez-vous avec les maires qui nous ont déjà promis leur signature afin d'être certainEs qu'ils reconvertisse leur parrainage.

Alors que notre candidat est de plus en plus visible dans les médias, que les meetings réunissent de plus en plus de monde, nous ne devons pas baisser les bras. TouTEs sur les routes!

L'équipe « parrainages » du NPA

## UNE SOCIÉTÉ EN ÉBULLITION, UN ÉTAT EN LIQUÉFACTION

Au début du 20<sup>e</sup> siècle, la Russie tsariste constituait l'une des principales puissances du monde capitaliste...

S'étendant de la Pologne jusqu'au Pacifique, cet empire surdimensionné possédait les plus importantes réserves de matières premières au monde. Bénéficiant d'une population nombreuse et dynamique, il pouvait aligner des millions d'hommes sur les champs de bataille et disposait de régiments d'élite réputés. La Russie avait aussi un État fort, appuyé sur la légitimité divine du tsar et l'autorité de l'Église orthodoxe. Elle constituait ainsi une puissance éminemment réactionnaire, qui pouvait apparaître comme l'un des principaux garants de l'ordre européen.

### Prolétariat des villes et des champs...

L'empire russe était aussi réputé pour son archaïsme, puisque l'immense majorité de sa population vivait dans des campagnes coupées de tout, n'avaient reçu presque aucune éducation et ne parvenait pas à manger à sa faim. Néanmoins, elle était parvenue à se doter d'une industrie étonnamment moderne, cela grâce à l'arrivée de capitaux étrangers attirés par la richesse de son sous-sol... et la présence d'une main-d'œuvre exploitée férocement à des prix défiant toute concurrence. Bien que partielle et limitée, cette industrialisation avait doté la Russie de quelques millions d'ouvriers, concentrés dans des usines de taille gigantesque, pour l'essentiel situées à Petrograd ou Moscou. Ce prolétariat industriel regroupait sans doute moins de 5% de la population, mais constituait une classe dangereuse en raison de sa très forte concentration et du caractère particulièrement inhumain de son exploitation. À la différence des grands pays capitalistes, l'État russe ne pouvait compter sur ses campagnes

pour enrayer la menace de l'insubordination ouvrière. Depuis les années 1860, la Russie s'était en effet engagée dans une politique de modernisation de ses structures rurales, destinée à remplacer ses anciennes communautés serviles par une classe de paysans propriétaires. Si cette politique avait permis de créer une petite élite d'agriculteurs, engagée dans la modernisation des pratiques agraires, elle avait surtout donné naissance à un vaste prolétariat rural privé de terres et socialement déraciné. La grande majorité de la paysannerie aspirait ainsi à un partage des terres et constituait un immense foyer de développement des idées socialistes qui y trouvaient une base d'autant plus large que les campagnes accueillait plus de 80% de la population russe.

### Un véritable baril de poudre

Tout aussi importante était la situation des élites russes, même si elles ne constituaient qu'un groupe très minoritaire. Ne disposant que d'une bourgeoisie très faible, la Russie n'offrait à sa jeunesse dorée qu'une carrière dans le clergé ou dans les services bureaucratiques d'un État archaïque. Fondé sur la vieille étiquette nobiliaire, le service suranné du tsar ne pouvait guère satisfaire les aspirations d'une jeunesse qui se nourrissait des grands textes écrits en Europe occidentale. Basculant pour certains dans le libéralisme et pour d'autres, de plus en plus nombreux, vers le socialisme, cette jeunesse offrait aux aspirations prolétariennes des cadres révolutionnaires. En 1881, l'État tsariste s'en était suffisamment inquiété pour créer à son intention une police politique redoutable (l'Okhrana) qui faisait condamner à la déportation des générations entières d'étudiants et de lycéens, faisant des camps d'exil sibérien des lieux de formation et d'aguerrissement des cadres socialistes.

La Russie constituait ainsi un véritable baril de poudre, comme l'avait montré la vague qui en 1905 avait failli emporter le tsarisme. À l'époque, l'État de

Nicolas II avait pu trouver la force de rebondir et de reprendre le contrôle des événements, en divisant les forces révolutionnaires moyennant la promesse de quelques vagues réformes de libéralisation du régime. Dix ans plus tard, l'État tsariste ne disposait désormais plus de cette possibilité, puisque la guerre avait liquéfié son appareil bureaucratique et délégitimé le pouvoir tsariste.

### Perte de contrôle...

Destinée à restaurer le prestige du tsar, l'entrée en guerre de la Russie avait mis en évidence l'archaïsme de l'armée russe. Dans sa grande fresque historique *Août 1914*, Soljenitsyne a décrit à merveille la désastreuse guerre de mouvement de l'armée russe, avec ses états-majors cherchant leurs troupes égarées, ses sous-officiers incapables de lire une carte, ses compagnies privées de tout ravitaillement ou encore ses communications non cryptées que l'état-major allemand interceptait systématiquement. Après avoir été écrasée et subie des pertes colossales, l'armée russe ne trouva son salut qu'en s'enterrant dans des tranchées, où les conditions de vie étaient telles que certains soldats devaient combattre sans chaussure dans le gel et la neige...

L'entrée dans la guerre de position fut de fait fatale au régime tsariste. L'économie russe s'avéra totalement incapable de soutenir l'effort de guerre, plongeant la population civile dans une misère insupportable. L'État ne put subir le choc de la militarisation et la bureaucratie impériale perdit rapidement tout contrôle sur la situation. La cour impériale elle-même semblait avoir perdu toute raison, comme le montra l'influence croissante du délirant moine Raspoutine sur la famille impériale mais aussi et surtout son assassinat en décembre 1916 par des membres de la haute aristocratie russe qui n'hésitaient plus désormais à liquider le favori du tsar qui, déconsidéré par ses défaites, avait perdu toute autorité morale et politique.

Laurent Ripart



Le 23 février (8 mars dans le calendrier occidental) 1917, les femmes ouvrières de Petrograd déclenchent la révolution. DR



## GUERRE, GRÈVES ET RÉVOLUTION

Dans ce début d'année 2017, le pouvoir impérial et les révolutionnaires préparent et attendent la révolution. Elle va survenir spontanément à Petrograd et balayer en cinq jours le tsarisme.

La guerre a provoqué l'effondrement du régime, exacerbant ses fragilités économiques et politiques. À la fin de l'année 1916, faible et discrédité, celui-ci est en crise, l'agitation gagne les 20 millions d'hommes mobilisés, les grèves reprennent de l'ampleur<sup>1</sup>. L'hiver est rigoureux, le ravitaillement manque. Le 19 février, les autorités de Petrograd mettent en place des cartes de rationnement, et des incidents se multiplient devant les magasins vides.

### Généralisation de la grève

Le 23 février (8 mars dans notre calendrier) se prépare la journée internationale des femmes, date importante dans le calendrier socialiste. Aucune organisation n'appelle à la grève, les dirigeants bolcheviks allant jusqu'à la déconseiller. Le matin, des milliers de

femmes, étudiantes, employées, défilent, et l'après-midi, les milliers d'ouvrières du textile se mettent en grève, manifestent pour réclamer du pain et le départ du tsar, appellent les métallos à les rejoindre. Les cosaques ne sortent pas les fouets et laissent passer les cortèges.

Le 24 et le 25 février, sans aucune impulsion des partis, la grève se généralise: 150 000, puis 200 000 grévistes, convergent vers le centre-ville, sans être bloqués par les cosaques, et s'affrontent à la police. Les soldats sont passifs, quand ils ne sont pas hostiles envers la police. Les manifestations sont de plus en plus politiques, contre la guerre et le tsar.

Les dirigeants principaux des partis socialistes sont en exil. Les militantEs sont présents<sup>2</sup> dans toutes les manifestations, actifs et en première ligne, mais ils n'ont pas d'orientation et de stratégie concernant l'insurrection. Elle va pourtant se produire spontanément en deux jours.

### Les soldats basculent

Dans la nuit, une centaine de dirigeants sont arrêtés, et le dimanche 26, le centre de Petrograd est un camp retranché. Lorsque les colonnes ouvrières arrivent, la police et la troupe tirent sur la foule, faisant 150 morts. C'est alors

que la révolte gagne les casernes. Contre le fait de tirer sur les ouvriers, les régiments se mutinent les uns après les autres dans la journée du 27 février, fraternisent, arment les manifestantEs. C'est le basculement. L'État tsariste avait montré durant la guerre sa totale incurie, et l'administration avait déjà perdu bon nombre de ses prérogatives. Le comité de la Croix-Rouge assurait l'administration sanitaire du pays, des associations d'industriels palliaient les urgences de l'approvisionnement, et les coopératives connaissaient une extension extraordinaire. Il ne restait plus à l'État que la police et l'armée, 150 000 soldats à Petrograd.

Quand ces derniers passent du côté de l'insurrection, ce qui reste de pouvoir s'écroule. Les détenus sont libérés, et les emblèmes de la monarchie détruits<sup>3</sup>. L'insurrection gagne Moscou, puis toutes les villes. Le tsar abdique.

### Qui va prendre le pouvoir?

Ce 27 février, deux réunions se tiennent. D'un côté, les représentants de tous les partis socialistes mettent en place le soviét de Petrograd, et organisent l'élection de 600 représentants des usines et des casernes. De l'autre, les députés de l'Assemblée élue, la Douma, mettent en place un

**FEVRIER 1917****ours  
vèrement  
isme**

domine la nation, l'histoire est faite  
tres, bureaucrates, parlementaires,  
un vieux régime devient intolérable pour les  
politique, renversent leurs représentants  
t pour un nouveau régime. (...)  
ruption violente des masses dans

**EVOLUTION...**

gouvernement provisoire consti-  
tué de politiciens libéraux, repré-  
sentant les classes possédantes  
ralliées à la révolution à contre-  
cœur, en attendant l'Assemblée  
constituante.

Le soviétique, qui seul a la confiance  
des ouvriers et des soldats, pro-  
pose immédiatement la paix, la  
distribution des terres à la paysan-  
nerie, la journée de huit heures et  
une république démocratique...  
tout en accordant sa confiance au  
gouvernement.

En quelques semaines, la révo-  
lution impose des mesures spec-  
taculaires : le suffrage universel,  
l'amnistie, l'abolition de la peine  
de mort, le droit à l'autodéter-  
mination pour la Finlande et la  
Pologne, la promesse d'autonomie  
pour les minorités nationales. Les  
ouvriers obtiennent la journée de  
8 heures, les assurances sociales,  
le contrôle des embauches et des  
licenciements, la suppression des  
amendes et mesures vexatoires  
et des augmentations de salaire.  
Les comités de soldats s'occupent  
de stratégie militaire, appellent  
à la désobéissance, refusent tel  
officier, prétendent en élire de  
nouveaux. Dans les campagnes,  
dans les petits villages, la nou-  
velle de l'abdication du tsar arrive  
plus lentement. À partir d'avril,  
l'impatience grandit, les comités  
agaires ou les soviets paysans

recupèrent des domaines, et se  
débarrassent des maîtres.

**Guerre ou révolution ?**

La politique envahit toute la vie  
quotidienne, tous les murs se  
couvrent d'affiches annonçant  
un meeting, un congrès, une réu-  
nion, un programme électoral...  
En un mois, 150 quotidiens et  
hebdomadaires voient le jour  
à Petrograd. Des centaines de  
soviets, des milliers de comités  
d'usine et de quartier, de milices  
de gardes rouges, de comités de  
paysans, couvrent le pays : autant  
de lieux de débats, d'initiatives,  
d'affrontements.  
Ouvriers, soldats, paysans, intel-  
lectuels juifs, femmes musul-  
manes, instituteurs arméniens...  
envoient aux soviets des milliers  
de motions, pétitions, adresses,  
doléances, qui disent toute la mi-  
sère du peuple et l'immense espé-  
rance soulevée par la révolution.  
Le combat entre ceux pour qui  
la guerre est le moyen de mettre  
fin à la révolution, et ceux pour  
qui la révolution est un moyen de  
mettre fin à la guerre, commence...

**Patrick Le Moal**

- 1 - Un million de grévistes en 1916.
- 2 - Les bolcheviks, qui regroupaient environ 5000 militants en 1916, organisent 10000 militants dès février, dont 1500 à Petrograd.
- 3 - Selon les données officielles, 1433 victimes durant ces cinq jours.

**QUELQUES REPÈRES SUR LES ORGANISATIONS SOCIALISTES**

Malgré la répression, les arrestations, les déportations en Sibérie, l'exil, les assassinats, le mouvement socialiste existe depuis 50 ans.



Assemblée du soviétique de Petrograd en 1917. DR

**L**e courant populiste narodnik émerge dans les années 1860, atteint son apogée avec l'assassinat du tsar en 1881. Convaincu de la possibilité d'une révolution socialiste immédiate en Russie, sur la base du rôle révolutionnaire de la paysannerie, se référant au marxisme, il oscilla entre terrorisme et installation de milliers de jeunes à la campagne pour gagner la paysannerie à la lutte contre le tsar.

Ce courant inspire le Parti socialiste révolutionnaire<sup>1</sup> créé en 1901. Si ses dirigeants sont urbains, il a un grand prestige dans la paysannerie (80 % de la population) par son action politique (journaux, élections) et son action terroriste. En 1907, il revendique 50 000 militants. Complètement déstructuré par la répression et la guerre, il réapparaît en février 1917, notamment dans les soviets de soldats, puis dans les campagnes.

**De la constitution à la scission**

La social-démocratie naît dans le courant narodnik autour de Plekhanov. Il argumente sur l'importance de l'étape capitaliste qui, en engendrant le prolétariat, crée son fossoyeur. Les petits cercles propagandistes des années 1880 commencent à partir des années 1890 à jouer un rôle dans les grèves ouvrières<sup>2</sup>. En 1898 à Minsk, est créé le Parti ouvrier social-démocrate de Russie (POSDR), à partir de groupes sociaux-démocrates et de l'organisation socialiste juive du Bund (plusieurs milliers de membres) implantés dans les villes (moins de 20 % de la population). Les délégués sont tous arrêtés. À partir de 1901, Lénine anime l'*Iskra*, journal autour duquel s'organise un réseau d'émissaires, de groupes locaux.

Au véritable congrès de fondation du POSDR<sup>3</sup> de 1903, l'accord sur la dictature du prolétariat définie comme la conquête du pouvoir politique par le prolétariat est unanime entre Plekhanov, Martov, Trotski et Lénine. La

division s'opère entre Lénine et les autres sur la conception du parti. Pour lui doivent être membres ceux qui « participent personnellement à l'une de ses organisations », pour Martov ceux qui « collaborent régulièrement et personnellement sous la direction d'une de ses organisations » : le clivage bolcheviks (majoritaires) / mencheviks (minoritaires) est né. La scission prend du temps, de nombreux groupes du POSDR continuant à organiser les deux courants. Le troisième congrès en 1905 est purement bolchevique. Les délégués sont en majorité des militants professionnels représentant les groupes clandestins : environ 8 000 militants dans la plupart des centres industriels.

**Les bolcheviks s'affirment**

Après la révolution de 1905, de nombreux comités bolcheviques et mencheviques fusionnent. Le congrès d'unification se tient en 1906, entre les mencheviks (34 000), les bolcheviks (14 000), le Bund et les socialistes lettons et polonais, avec un débat sur la place respective de l'action parlementaire et de l'action révolutionnaire. Au congrès de 1907, les bolcheviks sont plus nombreux que les mencheviks parmi les délégués<sup>4</sup> qui représentent 77 000 militants. Dans les années 1907-1908, le mouvement ouvrier s'effondre, se décompose politiquement, et le parti se rétracte à moins de 10 000 militants. Chez les mencheviks apparaît un courant pour liquider l'action clandestine et chercher l'alliance avec la bourgeoisie libérale. Chez les bolcheviks, la majorité veut boycotter les élections.

Lorsque les luttes remontent à partir de 1910, les bolcheviks scissionnent à nouveau. Leur conférence de 1912 décide la parution d'un journal légal quotidien, la *Pravda*<sup>5</sup> qui va leur permettre d'acquiescer la majorité en Russie. Lors des élections de 1912 à la Douma<sup>6</sup>, ils mènent la campagne sur trois mots d'ordre : la république démocratique, la journée de 8 heures, et la confiscation des

terres des grands propriétaires<sup>7</sup>. Dans le système électoral compliqué, ils sont majoritaires contre les mencheviks dans les six « curies » ouvrières des grandes villes qui élisent un député. Au global, la fraction sociale-démocrate à la Douma comprend 14 députés, les 6 bolcheviks de ces curies ouvrières et 8 mencheviks élus dans les régions. Mais le désir d'unité reste vif.

**De la reconstruction à la révolution**

L'internationale cherche à organiser le mouvement, mais sera bloquée par août 1914. Les députés bolcheviks et mencheviks à la Douma votent ensemble sous l'étiquette de la fraction sociale-démocrate contre les crédits de guerre. Ils quittent la salle en signe de protestation.

Tous les partis sont totalement désorganisés par la guerre. Des centaines de militants sont arrêtés et déportés. D'autres sont sous l'uniforme, les ouvriers mobilisés.

Les bolcheviks n'auront pas de direction effective pendant 16 mois. Lorsque les luttes reprennent en 1916, l'organisation se reconstruit. Les bolcheviks regroupent alors 5 000 à 6 000 militants. Après la révolution de février 1917, 10 000 militants se retrouvent, dont 1 500 à Petrograd. Les effectifs vont rapidement gonfler : en avril, ils seront 79 000 militants, dont 15 000 à Petrograd, pour passer en juillet à 170 000, dont 35 000 à 40 000 à Petrograd.

**Patrick Le Moal**

- 1 - Qui sera membre de la Deuxième Internationale à partir de 1904.
- 2 - Entre 1870 et 1900, le nombre de travailleurs était passé de 700 000 à 2,8 millions.
- 3 - Lui aussi membre de la Deuxième Internationale.
- 4 - 44 Bund, 26 Lettons, 45 Polonais, 175 Russes : 90 bolcheviks et 85 mencheviks.
- 5 - Qui changera de nom d'interdiction en interdiction...
- 6 - Boycottées par les Socialistes révolutionnaires.
- 7 - Appellées « les trois baleines » en référence à la légende russe qui veut que le monde repose sur trois baleines.

**Éléments de chronologie**

**10 février et jours suivants :** journées de grève appelées par les bolcheviks pour commémorer le procès des députés bolcheviks de 1915 (90 000 travailleurs de 58 usines en grève).

**17 février :** grève aux usines d'armements Poutilov (plus de 30 000 ouvriers), la direction ferme l'usine le 22 février.

**19 février :** les autorités de Petrograd mettent en place des cartes de rationnement.

**20 février :** incidents devant les boulangeries vides.

**23 février (8 mars) :** mobilisation pour la journée internationale des femmes. Une manifestation le matin, une autre des ouvrières l'après-midi, rejointe par les ouvriers en grève.

**24 février :** la moitié des ouvriers industriels en grève convergent vers le centre-ville, les cosaques ne dispersent pas la foule.

**25 février :** généralisation de la grève.

**26 février :** mise en place de l'état de siège. La police et la troupe tirent sur les manifestants, plus de 150 tués.

**27 février :** le basculement. Les soldats mutinés s'allient aux ouvriers, prennent l'arsenal, occupent les centres de décision, et attaquent les forces de police. Les statues et portraits du tsar sont détruits. La Douma installe un comité pour le rétablissement de l'ordre et les rapports avec les institutions pendant que se met en place le soviétique de Petrograd.

**28 février :** insurrection à Moscou.

**1<sup>er</sup> mars :** insurrections dans les villes de province.

**2 mars :** formation du gouvernement provisoire. Accord Douma / soviétique. Abdication du tsar.



## BESANÇON (25)

## Étudiants, pas criminels!

Mardi 14 février, 19 étudiantEs investissaient pacifiquement la présidence de l'université de Besançon pour s'opposer au vote sur la sélection à l'université.

Leur objectif était de lire un texte de revendications, de demander l'information des étudiants et l'ouverture de discussions sur cette question. Rien de plus banal : ce genre d'action est une pratique syndicale assez classique. Les étudiantEs n'avaient pour seules armes que des masques en papier à l'effigie du président et des brioches ! À l'inverse, la violence qui s'est abattue sur les jeunes est du jamais-vu à Besançon. En effet, le président de l'université, Jacques Bahi, qui n'a pas daigné rejoindre la salle du conseil pour dialoguer avec les étudiantEs, a fait intervenir la police qui a fait tout son possible pour nous confirmer que l'heure est à la répression et à la criminalisation de toute action militante...

C'est avec consternation qu'une partie du CA a vu les étudiantEs se faire frapper, plaquer au sol puis menotter et pour être ensuite emmenés au commissariat où une garde à vue de 24 heures a été ordonnée pour touTEs. Deux militants ont même vu leur garde à vue prolongée à 45 heures, accusés de séquestration, de rébellion, de violence...

On doit cependant se féliciter de la solidarité qui s'est manifestée dès les premiers instants de leur arrestation : jusqu'à 100 personnes étaient présentes devant le commissariat de Besançon pendant de nombreuses heures, exigeant la libération immédiate des gardés à vue au cri de « *Fillon en prison, les jeunes à la maison!* »

## Après la répression, la désinformation...

Depuis, la présidence de l'université se livre à une véritable campagne de désinformation et maintient ses accusations. Heureusement, quelques médias libres et indépendants (notamment Radio Bip) ont relayé une autre version des faits qui confirme les témoignages de l'intersyndicale. Il n'y aura bientôt plus que la procureure de la République pour croire aux mensonges de Jacques Bahi.

Les 19 sont sortis de leur garde à vue, fatigués, éprouvés par les mauvais traitements et les humiliations des forces de l'ordre, mais leur détermination reste intacte : ils sont toujours sur le pont pour porter leurs revendications, auxquelles se sont ajoutées l'abandon des poursuites, la démission du président de l'université et le rétablissement de la vérité des faits.

Après la mort de Rémi Fraisse, après les ouvriers de Goodyear pour qui le parquet avait requis de la prison ferme, après les condamnations par centaines de manifestantEs contre la loi travail, après les condamnations des jeunes révoltés par le viol de Théo par la police à Aulnay-sous-Bois, il est maintenant évident que chacune des actions visant à faire valoir ses droits, sa dignité fera face aux forces de répression. Malgré la frilosité de certains à s'engager dans cette mobilisation, le NPA travaille à la constitution d'un comité de soutien le plus large possible, pour affirmer et réaffirmer que les 19 sont des étudiantEs, et pas des criminels!

CorrespondantEs

Assis sur la certitude de voir un candidat de droite comme nouveau président de la République, le patronat ne voyait pas d'urgence à s'attaquer à un dossier délicat et conflictuel tant au sein du patronat qu'avec les syndicats. Une incertitude qui ne fait que croître depuis le « Penelopegate », la course serrée entre Macron et Hamon, sans parler des hypothèses difficiles à écarter complètement par les temps qui courent de Mélenchon ou de Le Pen.

## Gestion paritaire sous contrôle

Le droit constitutionnel au travail implique que lorsque l'on est privé d'emploi, on bénéficie d'une compensation assise sur des cotisations sociales. Alors que le paritarisme est largement une fiction pour la Sécurité sociale, il est encore une relative réalité tant pour les régimes de retraite complémentaire que pour l'assurance chômage.

Dans le cadre de l'Unedic, patronat et organisations de salariéEs négocient tous les deux ans les règles d'indemnisation. Son financement, exclusivement issu de la richesse produite par le travail, se base sur une contribution de 6,4% du salaire brut, dont 4% sont des cotisations dites « entreprise » et 2,4% dites salariales.

Avec un déficit de 4 milliards d'euros en 2016 et une dette cumulée de 33,8 milliards d'euros, l'Unedic subit de plein fouet l'incapacité du gouvernement à réduire de façon significative le chômage. Deux rapports de la Cour des comptes et du gouvernement sont venus fort à propos défendre l'idée d'une baisse de droits au nom de la réduction du déficit de l'Unedic. Le gouvernement Hollande, garant de la solvabilité de l'assurance chômage, vise à mettre en œuvre la promesse de réduction de 800 millions d'euros du déficit évoquée par Christian Eckert, le ministre du Budget.

## Incertitudes politiques

Les incertitudes de l'actuelle séquence présidentielle ajoutent largement aux contradictions qui traversent de façon structurelle les partenaires sociaux au sein de l'Unedic. Fillon, qui prévoit de prendre les choses en main via des ordonnances, inquiète les

## UNEDIC Retour à la table des négociations...

Surprise, surprise... Après des mois de non-négociation entre organisations patronales et syndicats de salariéEs sur la nouvelle convention Unedic, Pierre Gattaz pour le Medef vient de donner son accord au démarrage des négociations.



Une affiche de Mai 1968... toujours d'actualité!

défenseurs patronaux ou syndicalistes du paritarisme, tout en rassurant avec sa volonté de « serrer la vis » aux chômeurs. Macron de son côté annonce vouloir nationaliser l'assurance chômage et retirer la gestion de l'Unedic aux partenaires sociaux, afin d'avoir la main sur la convention afin de changer un certain nombre de règles. Il envisage notamment l'extension de l'assurance chômage aux indépendants (au bout de cinq années d'activité) et aux démissionnaires, mais aussi

la suppression des cotisations chômage et maladie de tous les salaires pour « redonner du pouvoir d'achat » aux travailleurs. La compensation viendrait d'une augmentation de 1,7 point de la CSG, un impôt acquitté par plus de monde. Il affirme être, comme d'autres, favorable à un système de bonus-malus visant à pénaliser les entreprises qui ont le plus recours aux CDD.

Tant Benoît Hamon que Jean-Luc Mélenchon affirment leur volonté de maintenir la gestion paritaire du régime. Si l'on peut penser qu'Hamon reprendra les projets actuels de modulation des cotisations, Mélenchon déclare vouloir, comme Macron, étendre le régime aux indépendants et aux démissionnaires, misant sur son plan de relance de l'économie pour réduire le chômage.

## Des enjeux trop lourds pour ces temps-ci?

À deux mois d'une élection présidentielle à hauts risques, il ne faut pas exclure qu'une majorité des organisations patronales et syndicales souhaitent conclure un accord *a minima* pour mettre le futur gouvernement devant un fait accompli. La question des contrats courts sera vraisemblablement au cœur des débats. La possibilité de majorer les cotisations d'assurance chômage sur les CDD existe depuis l'accord national interprofessionnel de janvier 2013, qui a fait passer le taux de 4% à 7% pour les CDD de moins d'un mois, à 5,5% pour les CDD d'un à trois mois, et à 4,5% pour les CDD d'usage de moins de trois mois. C'est la piste privilégiée par le gouvernement qui souhaitait l'inscrire dans la loi travail. Cette solution permettrait, selon les modalités choisies, de jouer sur les recettes de l'Unedic, et non sur ses dépenses (c'est-à-dire les droits des chômeurs), afin de rééquilibrer les comptes. En guise de compensation, le patronat pourrait exiger une dégressivité des allocations... suffisamment modérée pour ne pas fâcher la CFDT et autres syndicats conciliants.

Cette dégressivité, expérimentée entre 1992 et 2001, n'a pas fait ses preuves, contribuant tout au plus les salariéEs plus qualifiés à prendre des emplois moins qualifiés, et rejetant les moins qualifiés dans un chômage plus long. Et peu importe pour ces gestionnaires vertueux que seulement moins d'un chômeur sur deux (43%) soit indemnisé aujourd'hui par l'assurance chômage, soit 2,64 millions de personnes, et que 15% des allocataires touchent moins de 500 euros par mois... Mais restera aussi à « régler » d'autres dossiers comme le financement de Pôle Emploi, le coût des salariés transfrontaliers ou encore le régime des intermittentEs. Avec la certitude qu'au moins pour ces derniers, les concernés pourraient bien venir troubler les compromis par leur mobilisation.

Robert Pelletier

## LA POSTE CLAMART (92)

## Une victoire en vue contre la réorganisation

Après un an de lutte, les postierEs du guichet à Clamart sont sur le point de gagner leur bras de fer avec leur direction.



La lutte continue! DR

Tout a commencé avec l'annonce de la direction de réduire l'ouverture du bureau de trois heures par jour, dont une fermeture entre midi et 14 heures, et de supprimer l'équivalent de quatre postes de travail. Au départ, les guichetierEs ont cessé leur travail les samedis, avant de passer à une grève totale, depuis le 23 novembre, date à laquelle la direction avait tenté

d'imposer la réorganisation. Depuis cette date, 100% des guichetierEs sont en grève reconductible.

## Tout n'est pas réglé...

Au bout de deux mois de grève, ponctués par plusieurs rassemblements et par des dizaines de visites de bureaux par les grévistes

pour populariser leur conflit, la direction a fini par négocier sur les deux principales revendications. Elle est prête à réduire les suppressions d'emplois et à abandonner la fermeture méridienne. Au final, les horaires du bureau ne seront rabotés que d'une heure (il ouvrira à 9 heures au lieu

de 8 heures), et un poste a été sauvé.

Samedi dernier, une fête était organisée pour fêter la fin du conflit. La victoire semble à portée mais des points restent à négocier d'après les grévistes, dont le paiement d'une partie des 108 jours de grève. Mais la direction « refusera de rembourser les journées de grève qui, par définition, ne sont pas payées ». L'entreprise demande également à ce que les guichetierEs puissent parfois travailler en renfort sur l'autre bureau de Clamart (la Fourche), ce qu'ils refusent.

Forts de leur 4 000 signatures de soutien récoltées auprès d'usagerEs, les grévistes sont confiants...

Robert Pelletier

## PSA-OPEL

## Au bout de la fusion, la casse sociale...

PSA a officiellement annoncé l'engagement de négociations avec General Motors pour le rachat de ses filiales européennes Opel et Lanvaux, les gouvernements français, allemand et anglais s'étant publiquement impliqués dans l'opération. Ce serait à l'échelle européenne la plus vaste opération de fusion-rachat dans l'industrie automobile depuis 50 ans.

Opel et sa marque en Angleterre Vauxhall comptent 34 500 salariés à travers l'Europe, dont environ 16 500 en Allemagne. Ils disposent de dix usines et trois centres de développement dans six pays européens.

En 2014, ils ont vendu plus d'un million de voitures dans le monde. Opel et Vauxhall sont de très anciennes entreprises installées dans leur pays d'origine avec les liens entre fournisseurs et équipementiers qui en découlent.

**A**près l'épisode de la chemise arrachée des DRH d'Air France, c'est avec la condamnation des 8 Goodyear à de la prison ferme pour avoir défendu leurs emplois qu'un début de prise de conscience s'opère. Lors du rassemblement du 4 février 2016 à Paris, Mickaël Wamen de la CGT Goodyear va dire ce qui trotte dans la tête de bien des équipes syndicales ou de salariéEs : les luttes et la colère ouvrière ne manquent pas, mais quand allons-nous les rassembler « au même endroit, à la même heure et pour la même cause ? »

Et c'est la mobilisation contre la loi travail qui va permettre ce rapprochement de militantEs syndicaux, de la grève, combatifs, issus de secteurs différents, de diverses traditions syndicales ou politiques. Les chemins de rencontre seront multiples : des comités de soutien aux Goodyear à la commission « Convergences des luttes » ou « Grève générale » de Nuit debout, des actions de blocage en soutien à des salariéEs de tel secteur à la construction d'un cortège interpro et interluttes et son corollaire, l'AG interpro/interluttes... Mais bien sûr, le simple rapprochement, déjà gain immense, ne suffit pas sans la ténacité de militants révolutionnaires, de militants du mouvement ouvrier.

### Mettre les mots en pratique

La convergence des luttes n'est pas un slogan agitatoire que l'on sort les jours de grande mobilisation ou qui termine en beauté un tract. Pour ces militantEs issus de la CGT, de Solidaires, de la mobilisation contre la loi El Khomri, il s'agit de mettre les mots en pratique. Les directions syndicales ont joué le jeu du dialogue social contre le camp des salariéEs ? On veut nous enfermer dans la peur des scores électoraux du FN et la litanie des pleurs sur la prétendue perte de conscience ouvrière ? Montrons-leur que nous sommes déterminés à inverser la vapeur, à trancher dans le vif de ces discours défaitistes.

Le rassemblement qui aura lieu ce samedi 22 avril est donc un premier aboutissement de cette démarche engagée il y a des mois et qui tend avant tout à ne pas laisser seuls et passifs toutes celles et ceux qui ont constitué le mouvement contre la loi travail, celles et ceux qui chaque jour entament des bras de fer avec leur patron, et pour qui la seule perspective serait le bulletin dans l'urne ou fermer sa gueule !

À l'issue de l'élection présidentielle, une seule certitude, c'est le capitalisme qui gagnera parce que tout ce cirque se fait toujours au détriment de la classe ouvrière. Alors pas question de s'y résigner ! Nous n'attendrons pas de voir quel guignol censé nous représenter sortira des isolements. Nous préparons bel et bien le premier round non pas pour appeler à voter pour le moins mauvais de ces charlatans mais pour imposer, dès avant le premier tour officiel, nos revendications et notre vision du changement : la grève générale prolongée jusqu'à ce que de rien nous redevenions tout !

Dès maintenant, diffusons autour de nous l'appel au 22 avril, à nos collègues, dans nos secteurs, nos syndicats, nos quartiers et nos universités, organisons des rencontres afin de préparer cette échéance.

Denise Sarraute

## RASSEMBLEMENT Le 22 avril, notre premier tour social !

*Ce jeudi 16 février, nous étions 350 réunis à la Belle Étoile de Saint-Denis (93), dans la salle de spectacles de la Compagnie Jolie Môme. Une rencontre qui est le fruit de liens construits patiemment depuis l'année dernière.*



**C**es familles avaient été abritées dans un gymnase dans le cadre du dispositif grand froid, puis remises à la rue après quelques nuits d'hôtel, avant d'investir ce bâtiment où tout était resté en l'état (jusqu'aux assiettes dans les placards de la cuisine et les livres sur les étagères de la bibliothèque!)... Dès l'occupation connue, la direction du CHU (dont Juppé est président du conseil de surveillance) a immédiatement rendu les robinets inutilisables et fait couper l'électricité, empêchant éclairage et chauffage en plein hiver. Dans le même temps, elle saisissait le tribunal administratif qui, à peine 48 heures plus tard, donnait satisfaction au CHU !

### Nouveaux hébergements

Dès lors, la préfecture a exigé l'évacuation, prétextant que « l'utilisation du réseau électrique et des circuits d'eau dans ce bâtiment où les dispositifs de sécurité ont été supprimés ferait courir un péril pour ces personnes »... alors même que c'est le CHU qui les avait coupés ! Pendant une semaine, voisins, personnels du CHU, étudiants de l'école d'infirmières,

## PESSAC (33) La solidarité contre l'intolérable

*Le 16 février au matin, 60 CRS (dont une compagnie venue de Toulouse), 20 policiers et 4 camions de pompiers étaient mobilisés... pour expulser cinq familles, dont des enfants, d'une ancienne maison de retraite de CHU à Pessac, désaffectée depuis deux ans.*



Les soutiens mobilisés contre les décisions honteuses de la préfecture et de la direction du CHU. DR

syndicats, militants se sont relayés pour aider et soutenir les familles face à la menace d'expulsion, exiger le rétablissement de l'électricité et de l'eau... Des diffusions de tracts ont eu lieu sur les marchés, aux entrées des hôpitaux, et un rassemblement a regroupé plus d'une centaine de personnes devant la direction du CHU.

Si la mobilisation n'a pu empêcher cette expulsion intolérable, des liens solides ont été créés, permettant de trouver de nouveaux hébergements pour tous. Comme le répétaient de nombreux soutiens révoltés, « Il y a une chose qu'ils ne pourront pas expulser, c'est notre solidarité ! »

Isabelle Ufferte

## 19 MARS Il reste un mois pour que la surprise vienne de la rue

*La période qui a suivi le viol de Théo n'avait rien d'une trêve. Mais ça a repris de plus belle.*

*Macron veut 10 000 flics de plus et Le Pen et Fillon relancent la surenchère sécuritaire.*

*À l'Assemblée, comme une provocation, les députés ont voté une loi qui élargit les possibilités de tirer pour les flics. Il n'est donc pas question de rater le rendez-vous de la marche nationale du 19 mars à Paris « contre le racisme, les violences policières, la hogra et la chasse aux migrantEs ».*

**D**epuis un mois, la mobilisation s'est lancée. Des montées à Paris sont annoncées de Grenoble, Orléans, Rouen, Strasbourg, Toulouse, Lyon, Le Havre, Nantes, Rennes... En région parisienne, le premier tirage de 10 000 affiches et 30 000 dépliants de l'appel est déjà épuisé... Et alors que cette marche fera écho aux manifestations qui se tiendront la veille dans les capitales européennes, des délégations internationales ont déjà annoncé leur présence le 19 mars à Paris. Pourtant tout reste à faire. Car il ne s'agit pas d'organiser une simple manifestation, un jour de colère très vite recouvert par le sale spectacle de la campagne électorale...

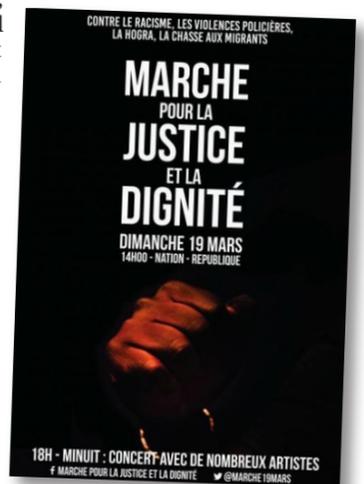
### Faites passer le mot...

Il reste un mois ! Un mois pour assurer que cette mobilisation se construit dans nos quartiers et lieux de travail, dans chaque lutte, qu'elle tisse les solidarités, qu'elle donne confiance aux familles de victimes et aux jeunes qui se soulèvent, aux migrantEs dans les centres, aux sans-papiers et à ceux et celles qui les soutiennent, aux travailleurs et chibanis des foyers de travailleurs immigrés mais aussi à tous ceux et celles que la répression du mouvement continue de faire tomber.

Un mois pour ne pas laisser isolés les jeunes des quartiers qui se révoltent contre toutes les humiliations. Un mois pour ne pas laisser la gangrène FN s'implanter. Un mois pour que la surprise des prochains mois vienne de la rue. Que le message porté soit le message largement absent des plateaux télé : contre le renforcement des frontières, externes comme internes, contre le développement du contrôle social et policier, pour la justice sociale. Contre le racisme d'État et son monde.

Pour reprendre, un an après, le fil du mouvement contre la loi travail et de l'effervescence des places. Alors faites passer le mot à vos voisinEs, vos amiEs, vos collègues de boulot. Mobilisez votre section syndicale, votre réseau de solidarité avec les migrantEs, l'association de votre quartier. Il reste un mois.

Denis Godard



### Une concentration toujours plus... concentrée

Dans cette industrie mondialisée, la concentration progresse plus vite que la production, en particulier depuis la crise ouverte en 2008. Aujourd'hui, quatre grands groupes automobiles produisent aux environs de dix millions de véhicules par an : Volkswagen, Toyota, General Motors et Nissan-Renault-Mitsubishi. PSA, avec aux environs de 3 millions de voitures produites par an, n'appartient pas à cette cour des « grands ». Le retour aux profits permis par les plans « productivité » de Tavares ainsi que par l'apport en capital du gouvernement français et de la firme chinoise Dongfeng, ne garantit pas à moyen terme l'indépendance de PSA. Les gains réalisés par l'exploitation du travail des salariés lui permettent maintenant d'acheter d'autres firmes. Il semble que PSA ait trouvé en General Motors un vendeur qui veut se défaire

de ses activités européennes. Il est dit qu'Opel accumule depuis seize ans les déficits. L'opacité des comptes des groupes mondialisés entre siège et filiales interdit de confirmer la réalité de ces situations économiques. Il n'empêche que cet affichage indique que l'Europe, le continent automobile le plus concurrentiel, n'est pas prioritaire pour General Motors, comparé aux profits escomptés en Amérique du Nord ou en Chine.

### Tavares passe en force

PSA négocie directement avec l'état-major américain de General Motors le prix de 10 usines et de 34 000 salariés en Europe. Le chiffre de 2 milliards de dollars est cité, dix fois moins que l'amende de Volkswagen aux États-Unis ! L'ouverture de négociations a été rendue publique par PSA sans que les comités d'entreprises nationaux et européens, les organisations syndicales

françaises tout comme le syndicat IG Metall n'aient été informés. Le comité d'entreprise d'Opel et IG Metall ont alors protesté contre une possible « violation sans précédent des droits » en matière d'information des employés.

Récemment, PSA a fermé l'usine d'Aulnay, et Opel celle de Bochum qui employait 20 000 salariés dans les années 1970 et qui a fermé en 2014 avec 2700 salariés encore en activité... Les plans de charge des usines de Rennes et de Poissy sont déjà aujourd'hui menacés. Et en Allemagne, après Bochum, c'est le site central de Rüsselsheim qui est visé. Un militant explique : « Pour la première fois, même à Rüsselsheim, on entend des voix dire : "On ne se laissera pas faire" ». La casse sociale est au bout d'une fusion entre PSA et Opel. Mais en fusionnant leurs activités, Opel et PSA élargissent aussi le nombre des salariés rattachés à un même employeur par-delà des frontières



En mars 2013, dans la lutte contre la fermeture de PSA Aulnay. PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MULO

de plus en plus étriquées pour les firmes mondialisées. Des usines aux traditions de lutte diverses peuvent ainsi se retrouver

avec le même patron. Un terrain sur lequel peuvent se nouer de nouvelles solidarités. Jean-Claude Vessillier

## CÔTE D'IVOIRE

## Ouattara dans la tourmente

Il aurait bien aimé que ce soient des conflits d'ordre « ethnique » qui dominant la scène politique de son pays... Mais manque de bol, ces dernières semaines, c'est le front social qui est entré en ébullition en Côte d'Ivoire, alors que son président, Alassane Dramane Ouattara (« ADO »), a laissé entendre début janvier qu'il pourrait se retirer à la fin de son mandat 2015-2020.

Ouattara était arrivé au pouvoir en avril 2011, grâce à une intervention directe de l'armée française qui avait pris d'assaut le palais présidentiel, arrêtant son prédécesseur Laurent Gbagbo. Auparavant, les deux hommes s'étaient disputés les résultats de l'élection présidentielle d'octobre et novembre 2010, chacun revendiquant la victoire. En réalité, cette élection n'en méritait tout simplement pas le nom, ayant lieu dans un pays *de facto* coupé en deux par une guerre civile et sous le contrôle d'hommes en armes. Dans le nord (au-delà de Bouaké), des troupes « rebelles » alliées à Ouattara contrôlaient le territoire et pratiquaient un pillage économique. Dans ces zones, Ouattara obtint des résultats presque « soviétiques »... Laurent Gbagbo, lui, avait annulé en bloc tous les résultats de trois provinces du nord et validé ceux du reste du pays... À la fin, c'est le pouvoir des armes qui a tranché, et c'est l'armée française qui les tenait ! Fin octobre 2015, Ouattara a réussi à se faire réélire de façon moins contestable, mais avec une forte abstention. Aujourd'hui les déboires s'accumulent. La crise économique pointe son nez, intimement liée à la chute du prix du cacao sur les marchés internationaux, car de ce produit agricole dépendent 50% des recettes d'exportation et 15% du PIB du pays. Or, son prix international s'est nettement dégradé en 2016. Les exportations ont été presque stoppées, et depuis novembre dernier, des cargaisons de cacao invendu ont commencé à boucher le port d'Abidjan. Actuellement, le pays se retrouve avec 400 000 tonnes de cacao invendues sur les bras...

## Instabilité des prix, instabilité sociale...

Historiquement, il existe des mécanismes de « stabilisation » des prix pour les producteurs, permettant aux paysans de ne pas couler économiquement en cas de chute du prix. La « Caistab » (Caisse de stabilisation), qui engrangeait une fraction des prix de vente lorsque ceux-ci étaient élevés afin de verser une compensation aux producteurs lorsque ces prix étaient en chute, a été dissoute dans les années 2000. La pression des marchés français et anglo-saxons, qui y voyaient là un mécanisme anticoncurrentiel, a joué, mais aussi la corruption de la bureaucratie de ces caisses qui avait fini par manger une partie des avoirs... Mais d'autres mécanismes similaires sont censés avoir pris la place de la « Caistab » disparue. Actuellement, les autorités disposeraient de 140 milliards de francs CFA (soit plus de 200 millions d'euros) réservés pour stabiliser les prix intérieurs. Mais les producteurs n'en ont pas encore vu la couleur, et selon des rumeurs persistantes, il est probable que les avoirs aient déjà été « bouffés », ce qui annoncerait une crise majeure.

En attendant, l'agitation sociale a gagné le pays tout au long du mois de janvier. En dehors des mutineries répétées de militaires réclamant des soldes dues ou des primes (dont le versement a du coup été entamé le 17 janvier), les fonctionnaires civils se sont mis dans la danse, entamant des mouvements de grève. Ainsi, autour du 20 janvier, l'administration civile, les hôpitaux publics et l'enseignement étaient touchés par une forte vague de grèves. À leur tour, les pompiers ont manifesté le 23 janvier. Le gouvernement a été obligé de lâcher du lest, alors que l'intersyndicale réclamait entre autres le versement d'arriérés de bonifications salariales... promis depuis 2009 (le solde s'élevant à 200 milliards de francs CFA, soit 300 millions d'euros) et l'augmentation de 150 points d'indice, déjà actée dans le passé. Le 26 janvier, les syndicats et le gouvernement se sont mis d'accord sur une méthode de règlement, et la grève a alors commencé à reculer. Mais rien n'est réglé...

Bertold du Ryon

## IRAK Une offensive complexe de la coalition à Mossoul

Quatre mois après le début de l'offensive visant à reprendre la région de Mossoul à Daesh/« l'État islamique », le Premier ministre irakien Haider al-Abadi a lancé dimanche 19 février l'opération finale visant à libérer la partie ouest de la grande ville.

Il s'agit évidemment d'un enjeu stratégique essentiel pour le fragile gouvernement irakien, mais aussi pour la coalition internationale dirigée par les États-Unis qui l'encadre. Mossoul est la deuxième ville irakienne (2 millions d'habitants). Elle a connu le « privilège » d'être proclamée en juin 2014 capitale du « califat » de Daesh, avec à cette occasion la seule apparition publique de son chef, le calife autoproclamé Abou Bakr al-Baghdadi. La bataille y est donc très dure, Daesh résistant de toutes ses forces.

La densité de population à l'ouest du Tigre y est aussi la plus élevée, dans la partie ancienne de la ville avec ses petites ruelles et 750 000 habitants (dont 350 000 enfants) fragilisés par le manque d'eau et de nourriture, mais aussi par la répression sanglante menée par Daesh. Il y a eu plusieurs actions internes de résistance contre les forces djihadistes dans la ville, vite stoppées par l'ampleur de la punition contre ces actes : selon des habitants, pour chacun de ses membres tués, Daesh a arrêté 40 jeunes et les a exécutés sur place.

## Coalition et pouvoir irakien

Cette offensive présente de nombreuses difficultés pour la coalition qui la mène. Elle ne peut se permettre d'être aussi féroce envers les civils que celle du régime syrien et de ses alliés contre Alep et les autres villes syriennes : à la différence de la Syrie, elle combat ici vraiment Daesh et non une insurrection populaire. La



Des jeunes irakiens à proximité de l'université de Mossoul, le 21 janvier dernier. DR

coalition doit aussi tenir compte un minimum de l'opinion publique internationale, et dans l'immédiat, elle est confrontée aux alertes pressantes d'organisations humanitaires qui voient venir une situation d'abandon catastrophique de centaines de milliers de civils.

De son côté, du fait de sa faiblesse au Parlement, le Premier ministre irakien Abadi et son gouvernement ont un besoin absolu de victoires militaires afin de restaurer un fort crédit populaire pour rassembler les différentes composantes de la population. Il ne dispose de manière sûre que de 20 à 30 parlementaires (sur 328 !), face à son frère ennemi l'ancien Premier ministre al-Maliki, qui lui a choisi la confrontation contre les alliés kurdes et arabes sunnites, suivant la ligne du gouvernement iranien fondée sur

une agitation confessionnaliste. Or Mossoul est composé de multiples ethnies et religions : il s'agit donc d'une des dernières opportunités de conserver l'Irak comme pays de cohabitation.

## Sur le terrain du rapport de forces

Se résignant à aller lentement, Abadi privilégie l'envoi au front des unités du CTS (Service de contre-terrorisme), dont le chef a refusé qu'il soit bâti à l'image de l'État irakien sur des quotas confessionnels ou ethniques. Cette force a montré son efficacité militaire contre Daesh, en même temps que sa capacité à établir de bonnes relations avec les populations des zones libérées. Cela au contraire d'autres unités militaires et milices responsables d'exactions récemment dénoncées,

comme la force « Mobilisation populaire » constituée à l'appel de l'autorité religieuse chiite Ali al-Sistani, mais dont la plupart des unités ne suivent pas les recommandations de bonnes relations avec la population sunnite. À côté de ces unités, il y a des forces de « mobilisation tribale » sunnites et les peshmergas kurdes barzanistes. Et le tout compte sur l'aviation de la coalition internationale dirigée par les États-Unis. Ceux-ci cherchent, sans y arriver, à éviter les bavures militaires ou diplomatiques, comme la récente déclaration de Trump regrettant que les USA n'aient pas obtenu plus de pétrole irakien en compensation de l'engagement militaire étatsunien...

## Le calme après la tempête ?

Jusqu'ici, Abadi a réussi à séparer les composantes inflammables des forces anti-Daesh, laissant la plupart des forces des « Mobilisations populaires » loin de Mossoul, négociant avec les peshmergas kurdes qui ont lutté pour la première fois côte-à-côte avec l'armée irakienne... Ce qui ne les pas empêché de recevoir des obus d'artillerie tirés par des « milices indisciplinées » !

Mais le retour au calme en Irak est encore loin. La reprise de Mossoul peut déraiper à tout moment. Il reste des territoires à l'ouest de la ville jusqu'à la frontière avec la Syrie contrôlés par Daesh. Il y a aussi les forces du PKK auxquelles les USA interdisent d'entrer dans la ville de Sinjar, et considérées comme une organisation terroriste en Irak, mais amie en Syrie. Et il y a le discrédit du système politique irakien avec sa corruption et ses tensions confessionnalistes. Pour notre part, nous maintenons notre opposition aux bombardements sur les zones habitées comme aux guerres substituant les logiques impérialistes et dictatoriales aux luttes des peuples, bombardements et guerres qui au Moyen-Orient n'ont fait que favoriser les obscurantismes depuis tant d'années.

Karim Saïd et Jacques Babel

## GRÈCE Derrière le mur... d'autres murs !

Nouvelle étape dans la mise à mort de la Grèce par le quartet (Commission européenne, Banque centrale, Mécanisme européen de stabilité et FMI) : depuis plusieurs mois, doit s'achever « l'évaluation » des mesures prises par le gouvernement Tsipras pour satisfaire les créanciers...



Tsipras-Moscovici : avoir un bon copain... DR

## La messe est dite ?

La réalité, la ministre du Travail Efi Ahtsioglou la décrit en partie dans une interview au *Financial Times* : en Grèce, la pension annuelle moyenne pour les plus de 65 ans est de 9 000 euros (20 000 dans l'eurozone), et 43% des retraités touchent moins de 660 euros par mois. Si on ajoute l'exode massif de cadres moyens et supérieurs et le non-paiement des salaires dans bien des entreprises, on comprend

que l'heure ne devrait vraiment pas être à négocier des « concessions réciproques »...

Mais le légalisme de Syriza est sans fin : « Le gouvernement a prouvé qu'il a pour objectif de respecter l'accord » avec les créanciers, déclare le vice-ministre de l'Économie, tout en admettant qu'il faudrait qu'il soit « socialement viable ». La messe est dite ? Du côté de Syriza, oui, même si Tsipras craint une grogne du côté des députés. D'où

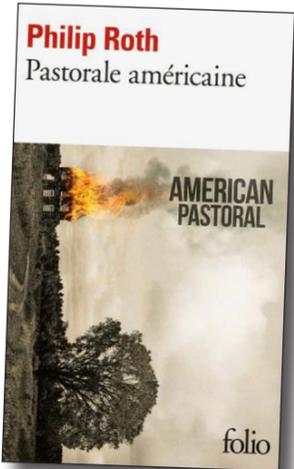
une orientation de plus en plus tournée vers les sociaux-libéraux européens, qualifiés de sociaux-démocrates, et des appels du pied au Pasok, officiellement qualifié de pro-troïka... mais que certains, tel l'ancien ministre Filis, appellent à former une « alliance progressiste » contre une droite qualifiée d'antipatriote...

Dans ces conditions, il y a peu de choix : soit sortir sans lui demander son avis la Grèce de l'euro, comme le demande grossièrement l'éditorialiste du *Monde* Arnaud Leparmentier, qui aurait bien besoin de lire l'histoire de la fondation de l'État grec indépendant et qui chante les louanges de l'affameur Schäuble... Ou alors, il faut peser massivement pour une solution 100% à gauche, en rupture bien sûr avec la soumission au quartet ! C'est le sens de l'appel d'Antarsya à une action commune du mouvement de masse et à un programme de coopération politique sur la base des axes contre le mémorandum et anticapitalistes. Cela sans oublier un rassemblement des luttes, au côté des syndicats de base, le jeudi 2 mars à Athènes.

D'Athènes, A. Sartzekis

Roman

Paru en 1997, *Pastorale américaine* fait partie d'une trilogie, aussi composée de *J'ai épousé un communiste* et de *La Tache*, qui suivront en 1998 et 2000. D'emblée, Roth nous emmène très loin, très haut, au paradis, au «Paradis de la mémoire», titre qui regroupe les trois premiers chapitres, dans les profondeurs de la mémoire, dans les contrées si chaudes de l'enfance...



Pastorale américaine, Philip Roth

Folio, 2016 (réédition en poche), 9,30 euros

Un immense romancier. À l'occasion de l'adaptation du roman au cinéma (avec un film de Ewan Mc Gregor, une tentative pas vraiment aboutie et dont nous avons rendu compte ici début janvier), Folio vient de rééditer cet authentique chef-d'œuvre.

(miss New Jersey 47... Jerry étudie avec frénésie la médecine. Les vies sont lancées! Des pages magnifiques racontent ces années-là: «Rappelons-nous cette énergie...» Et Nathan deviendra un écrivain mondialement reconnu.

**Le tourbillon de la vie...**  
C'est en 1992, lors de l'extraordinaire rencontre du 45<sup>e</sup> anniversaire de la promotion, que Jerry apprendra à

Nathan la mort du «Suédois» et lui révélera le drame de sa vie: la bombe posée par sa fille en 1968: «Un jour, la vie s'est mise à lui rire au nez et elle ne lui a plus laissé de répit». Nathan est rentré chez lui et n'a pas trouvé le sommeil avant plusieurs heures. «Les mois qui suivirent je pensais au Suédois six heures, huit heures et jusqu'à dix heures d'affilée parfois... Je fis de lui, le temps passant, la figure centrale de ma vie». Aucune enquête policière

ne pourra reconstituer ce que fut sa vie, mais Nathan «la Sauterelle» ne le laissera pas en plan et s'attellera à ce labeur sous les aiguillons qu'il s'est choisis: «Vraisemblance globale, intelligence de la structure, subtilité des effets, puissance de l'ironie, précision de la langue, crédibilité psychologique, complexité des moyens, intérêt intellectuel». Beau travail, Nathan Zuckerman!  
**Fernand Bekrich**

Bande dessinée

Le Bateau-usine, Gô Fujio, d'après le roman de Takiji Kobayashi

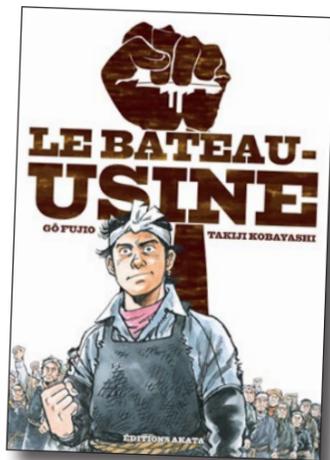
Éditions Akata, 2016, 7,95 euros

«L'adoré venait de reconnaître son adorateur»

Nathan Zuckerman fréquente les petites classes en 1943-1944, à Newark, lointaine banlieue de New York, dans le quartier de l'immigration populaire juive. Seymour, le grand frère de son ami Jerry, accède sous ses yeux au rang de dieu des stades: a star is born... Seymour Levov devient «le Suédois»: «Personne ne possédait de près ni de loin le masque viking impassible et les mâchoires carrées de ce blond aux yeux bleus né dans notre tribu»... Et le miracle aura lieu: à la sortie du stade, entre tous, Dieu l'a reconnu et s'est adressé à lui sans intercesseur, cash: «Ça a rien à voir avec le basket, ça, la Sauterelle. Le dieu (seize ans bien comptés) venait de me transporter au paradis des athlètes. L'adoré venait de reconnaître son adorateur.»

Mais la carrière sportive du Suédois tournera court: après un passage par la case soldat, il reprend avec succès la ganterie artisanale de luxe de son père (le grand-père avait été ouvrier tanneur), et épouse Dawn, une shikse (femme non-juive), reine de beauté

Publié en 1929, *le Bateau-usine* est une œuvre importante du courant que l'on appelle la littérature prolétarienne. Inscrite dans le contexte de la rivalité russo-japonaise, et surtout dans celui d'un pays articulant développement industriel et ultra-nationalisme belliqueux, l'action se passe dans les années 1920 en mer d'Okhotsk, près du Kamtchatka, sur un bateau-usine pêcheur de crabes. Les conditions de travail y sont effroyables, liées à la logique de recherche du profit à tous prix incarnée dans le récit par Asakawa, l'intendant violent. Celui-ci frappe les hommes, et leur inflige des punitions corporelles. Et la colère s'accumule, conduisant ensuite les marins et ouvriers travaillant sur le bateau à la révolte (le souffle de la révolution qui a secoué le voisin russe quelques années plus tôt se fait sentir). Œuvre contestataire censurée à sa parution, son auteur adhèrera ensuite



au Parti communiste japonais, à l'époque illégal. Arrêté par la police politique, il mourra sous la torture en 1933. Quelles décennies plus tard, après notamment deux adaptations cinématographiques, c'est grâce au manga, un vecteur très populaire au

Japon et ailleurs, que ce livre essentiel connaît une nouvelle diffusion et permettra sans nul doute à de nouveau lecteur d'en découvrir toute la charge subversive. Car, avec le style de dessin dynamique propre au genre, le récit garde toutes ses qualités, celles d'un véritable pamphlet anticapitaliste toujours d'actualité, dépeignant un monde complètement fou où les enjeux économiques et politiques broient l'humanité. De plus, cette édition soignée est agrémentée d'une courte préface écrite par la traductrice du roman d'origine<sup>1</sup>, et d'une plus longue postface qui revient sur le contexte et le contenu de l'œuvre originale.

Ajoutons enfin que ce manga est dédié par son éditeur japonais «à tous ceux qui ont été sacrifiés pour l'essor du capitalisme japonais». À lire... et à faire lire.

**Manu Bichindaritz**

1 - Toujours disponible: *Le Bateau-usine*, Takiji Kobayashi, Allia, 2015, 8,50 euros

Essai

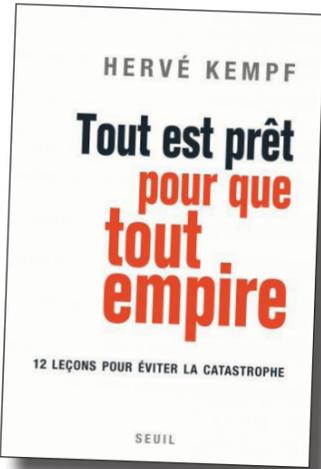
Tout est prêt pour que tout empire, Hervé Kempf

Seuil, 2016, 15 euros

Dans cet ouvrage, Hervé Kempf commente les événements marquants depuis la fin des années 1970 pour comprendre l'histoire actuelle dominée selon lui par trois calamités liées entre elles: terrorisme, crise écologique et néolibéralisme. La chute de l'URSS a crédité le capitalisme d'une capacité à gérer les affaires du monde. Déployé dans les pays occidentaux, le néolibéralisme a engagé la course folle à la croissance et au consumérisme, et a approfondi les inégalités. L'abandon des classes populaires, en particulier des enfants d'immigrés, a produit un fort sentiment de trahison aux effets destructeurs. Dans le même temps, au Moyen-Orient, les dictateurs ont accaparé l'argent du pétrole, privant ainsi les populations de ses retombées.

Ils ont renforcé le wahhabisme rigoriste, vécu comme un moyen d'identification et de résistance aux politiques colonialistes occidentales. Les monstres islamistes enfantés terrorisent les populations, partout dans le monde, et servent de prétexte aux puissants pour appliquer les politiques répressives utiles pour casser les mouvements de contestation du système. Aussi, pour éviter la guerre civile mondiale qui menace, Hervé Kempf propose «douze leçons pour éviter la catastrophe». Nous en revendiquons une: «être radical parce que la situation est radicale». Il trace des perspectives d'avenir pour sortir de la barbarie et du chaos: ni capitalisme destructeur ni collectivisme despotique, mais une voie joyeuse et enthousiaste où les hommes et les femmes gèrent ensemble les

«biens communs», en partageant des «droits d'accès» qui ménagent les ressources. À lire!  
**Sophie Ozanne**



**COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA**  
**librairie**  
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris  
Tél.: 01 49 28 52 44  
Fax: 01 49 28 52 43  
www.la-breche.com  
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture:  
Lundi: 14 h - 20 h,  
mardi au samedi:  
12 h - 20 h

Musique

Between nothingness and infinity, Nasheet Waits Equality

Laborie Jazz, 2016, 19 euros

Héritier de Tony Williams et Archie Shepp, Nasheet Waits s'inscrit dans une tradition musicale militante questionnant l'identité afro-américaine à travers un jazz combatif porté par son quartet «Equality» (égalité). Tout un programme! Nasheet Waits est le fils du batteur Freddy Waits, compagnon de route de Mc Coy Tyner. Il a été formé par Max Roach et a gardé longtemps ses baguettes dans l'ombre



de pianistes prestigieux comme James Hurt et Stanley Cowell ou du saxophoniste Antonio Hart qui en fit le batteur de son premier quintet. Le jeu du musicien, plein, subtil, fougueux le mena rapidement au-delà du simple jeu de l'accompagnement traditionnel. Son usage de la polyrythmie lui a très vite ouvert la voie d'une expression personnelle et authentique. Professeur de jazz à New York, Nasheet Waits était l'un des batteurs les plus recherchés et influents du jazz contemporain quand il décida de tracer sa propre voie... À presque 40 ans, il était temps pour lui de former son propre quartet et de partir sur les routes rôder ses compositions ou reprises. Fin 2016, à 45 ans, il a donc sorti cet album somptueux. Un journaliste spécialisé a hissé cet album au niveau du fameux *A love supreme* de John Coltrane et c'est tout à fait mérité. L'énergie prenante du morceau *Korean bounce* (dix minutes de bonheur intense), les harmonies puissantes du morceau-titre *Between nothingness and infinity*, les riffs tortueux de *Unity* et la reprise impressionnante du *Koko* de Charlie Parker constituent les sommets de l'album. Les musiciens du quartet livrent une prestation éblouissante mettant en relief la richesse des compositions. Darius Jones (saxophone), Mark Helias (contrebasse) et Aruan Ortiz (piano) construisent avec Nasheet Waits un son unique.

Equality fut la révélation du dernier festival Sons d'hiver de Paris. Quelques extraits sont disponibles sur la toile. À ne pas manquer pour suivre les baguettes magiques du musicien, en attendant son retour sur scène en France.  
**Sylvain Chardon**

Documentaire

Une web-série sur le combat dans la vallée de la Roya

Le collectif vidéo Bob Pretends To Be Blind basé à Nice vient de sortir une web-série documentaire intitulée *Fraternité, Liberté, Égalité - ces citoyens qui ne regardent plus ailleurs*. Réalisé par Stéphane Le Du, elle parle de toutes les personnes qui tendent la main aux réfugiés, cela malgré les lois liberticides qui entourent cet accueil. Un combat que nous soutenons bien évidemment, qu'il faut intégrer à nos luttes et auquel il faut donner la plus grande visibilité. Réalisé par des bénévoles et librement diffusable, à utiliser sans modération, le lien pour le film (intégral ou en épisode): <https://www.youtube.com/watch?v=KTeGSzpun5w>



# MIGRANT-E-S « Cette invisibilisation et cette politique du gaz et de la matraque finit par ricochet par atteindre les soutiens »

**Entretien.** Militante de Solidarité migrants Wilson, **Clarisse Bouthier** revient pour nous sur les difficultés à faire vivre la solidarité avec les migrants Porte de la Chapelle, dans le 18<sup>e</sup> arrondissement parisien, autour du centre d'accueil, lancé à grands renforts de communication par la mairie de Paris et le gouvernement...

**Un centre d'accueil humanitaire des immigrants primo-arrivants (comme c'est écrit sur le panneau à l'entrée du centre) a été créé porte de la Chapelle. Pourquoi une mobilisation des habitantEs ?**

Notre collectif s'est créé dans le quartier de la Plaine à 500 mètres du centre, avenue Wilson. Ce centre était largement sous-dimensionné dès le début, donc un camp s'est installé avec les personnes qui ne pouvaient y entrer. Nous nous sommes retrouvés du jour au lendemain avec des centaines de gens, dont beaucoup de mineurs, qui n'avaient rien. Les températures étaient négatives, ils n'avaient pas à manger. Donc on s'est dit soit on détourne les yeux et on les laisse crever, soit on s'organise pour faire quelque chose. On a décidé de faire et de centrer notre action sur les petits-déjeuners, car il faut bien commencer par quelque chose...

**Comment fonctionne cette solidarité au quotidien ? Combien de personnes implique-t-elle ?**

Comme la politique est qu'il ne faut surtout pas de camp, car les camps ça se voit, celui de l'avenue Wilson a été évacué le 20 décembre, nous avons donc arrêté les petits-déjeuners. Puis par divers témoignages, on s'est rendu compte que les conditions dans le centre étaient intolérables, qu'ils n'y avaient pas forcément à manger, qu'ils faisaient la queue toute la nuit, parfois plusieurs jours et nuits de suite, dans le froid, sans rien. On a donc décidé de reprendre nos petits-déjeuners le 27 décembre. On a fait avec les moyens du bord, en transportant nos marmites de lait et thé chaud en trottinette, en vélo, en boudies, en récoltant les invendus de boulangeries, en payant de notre poche. Et on a réussi à tenir ce pari fou, d'être là 7 jours sur 7 en se relayant. Plus de 200 personnes ont participé depuis le début d'une manière ou d'une autre, et 150 se sont à ce jour relayées sur les petits-déjeuners. Tous les matins, on sert entre 200 et 400 personnes...

**Après l'installation des grilles sur l'avenue Wilson, la pose des rochers sur la terre-plein de la Porte de la Chapelle a mis au grand jour la politique mise en œuvre vis-à-vis des migrants. Peux-tu nous en dire plus ?**

Il y a quelques jours encore, la mairie de Paris affirmait aux journalistes que « les problèmes de fluidité étaient réglés », c'est-à-dire que les dispositifs prenaient tout le monde en charge et qu'il n'y avait donc personne à la rue. Or le constat terrible que font unanimement les diverses personnes qui sont sur le terrain, c'est que toute la politique mise en œuvre vise à disperser les migrants dès qu'ils sont un peu trop nombreux, à les rendre invisibles. Comme le pointent de nombreux associatifs depuis un moment, les migrants sont surtout mis à l'abri... des regards des riverains.

Il y a aussi ces centaines de mineurs dans les rues de Paris, non pris en charge, déclarés majeurs par estimation visuelle (!) ou par des « tests osseux » pas fiables. Nous en croisons tous les jours. Dispersion des campements, mais aussi de la queue devant le centre



Clarisse Bouthier, deuxième en partant de la droite, et d'autres soutiens en action. DR

dès qu'elle devient trop importante, donc trop visible; dispersion quasi quotidienne des réfugiés qui dorment dans la rue, et qui n'ont désormais plus de tentes et dont on jette régulièrement les couvertures, même en pleine vague de froid! Installation de rochers et de grilles antimigrants dans tant de quartiers de Paris.

À Saint-Denis, les grilles posées après le démantèlement du camp ont été démontées à plusieurs reprises, dont la nuit de la Saint-Sylvestre, par des anonymes, et elles ont été recouvertes d'une jolie banderole avec les paroles de la *Chanson pour l'Auvergnat*. Et la municipalité a fini par les enlever. Ces dispersions ont des répercussions dramatiques pour les adultes et les enfants qui sont à la rue, puisque du coup ils sont complètement isolés. Beaucoup vont se réfugier dans des souterrains, dans des trous! J'en ai rencontré un certain nombre, je pense aussi à une femme enceinte dont on m'avait parlé et que des soutiens ont finalement pu sortir du tunnel où elle s'était cachée... Cela devient très, très compliqué de nourrir, vêtir, informer ou soigner les gens quand ils sont si invisibles.

**N'y a-t-il pas aussi une tentative de rendre illégale la solidarité ?**

Cette invisibilisation et cette politique du gaz et de la matraque finit par ricochet par atteindre les soutiens. Nous avons subi une pression quasi quotidienne de personnes liées aux autorités qui nous expliquaient qu'il fallait qu'on se pousse, que là où on se mettait, ça gênait vraiment beaucoup... et quand on se déplaçait, là où on se mettait, ça gênait vraiment beaucoup aussi... Puis on s'est mis à recevoir des amendes de 135 euros par-ci par-là...

La semaine dernière, tout s'est accéléré. Lundi 13, la tension était vive, car le centre était plus que jamais engorgé. Les migrants étaient complètement à bout, ils avaient faim et froid et la plupart n'avaient pas pu dormir, l'ambiance était électrique. Des employés du centre ont interdit de manière très agressive à des femmes de notre collectif de servir du thé aux personnes qui avaient fait la queue dans le froid toute la nuit... Puis des CRS surarmés sont venus nous demander de plier bagage sur « demande du directeur du centre et ordre de

la préfecture » nous ont-ils dit. Nous étions avec nos enfants, nous sommes partis... Le jeudi suivant, l'équipe qui s'est présentée s'est vue directement interdire de distribuer aux abords du centre sur ordre de la préfecture. Ils sont donc partis loin, suivis par des réfugiés très énervés. Alors qu'ils éloignaient leurs véhicules pour obéir aux ordres, les mêmes policiers sont venus relever les plaques d'immatriculation afin de mettre des amendes. Nous avons dénoncé ces agissements, et la mairie de Paris a totalement retourné son discours: au fur et à mesure que la polémique sur les rochers et les interdictions de distribution enflait, tous les médias de France et même de l'étranger se sont intéressés à l'histoire et sont allés sur le terrain. Et tous ont pu constater qu'il y avait des centaines de gens. Donc Mme Hidalgo a dû admettre qu'il y avait un problème, renvoyant la balle dans le camp de l'État.

Samedi dernier, nous avons appelé les gens à se joindre à notre petit-déjeuner pour affirmer notre droit à pouvoir exercer notre solidarité. Il

y a eu un beau rassemblement. Sur le fond nous sommes bien d'accord, ça ne devrait pas être à nous de faire tout ça. Mais puisque ce n'est pas fait, nous ne pouvons pas renoncer à être simplement humain, et les pressions que nous subissons pour cela sont scandaleuses!

**Une épreuve de force est engagée. Comment vois-tu l'avenir ?**

Je crois que le pire du pire – mais c'est difficile à dire tant nous nageons dans l'absurde et parfois l'horreur –, c'est que les personnes qui finissent par être intégrées dans les dispositifs, ne sont pas au bout de leurs peines, loin de là... Très peu au final bénéficieront du droit d'asile, alors que sur le terrain, nous voyons à 90% des personnes qui fuient des zones en guerre... On ne reconnaît pas pour véridiques leurs récits qui doivent rentrer dans des cases très précises, et ceux qui tombent sous le coup des accords de Dublin, c'est-à-dire concrètement presque tous, vont être renvoyés vers d'autres pays de l'Union européenne, où l'on sait pertinemment que leur droit à l'asile ne sera pas respecté. Il y a eu plusieurs cas récents de personnes renvoyées dans leur pays qui se sont faites exécuter à leur sortie de l'avion...

En attendant, l'urgence est de pouvoir continuer nos distributions sans que nos actions soient entravées ni que nous soyons inquiétés ou menacés. Il en est de même bien sûr pour tous les autres collectifs, associations ou simples particuliers, cela d'un point de vue humanitaire ou simplement humain. Mais on voit bien que la question va bien au-delà.

**Propos recueillis par JMB**

## L'image de la semaine

### LE RETOUR DES NATIONALISMES



## Vu ailleurs



### EN ISRAËL COMME EN ARABIE SAOUDITE...

*Des livres religieux alignés sur des étagères, un père et ses deux garçons portant kippas et papillotes, une armoire remplie de vêtements masculins traditionnels... Le géant suédois du meuble Ikea a diffusé ce mois-ci en Israël un catalogue un peu particulier. Destiné à la communauté juive ultra-orthodoxe, le prospectus ne contient aucune photo de femmes ou de fillettes à l'intérieur, relève le journal israélien Yediot Aharonot dans un article publié mercredi, qui décrit « un monde imaginaire où des garçons sont élevés dans une société uniquement masculine ».*

*Lits superposés, bibliothèques conçues pour contenir des livres saints, tables pliantes pour shabbat: le catalogue propose les articles les plus susceptibles d'être utilisés par la communauté haredim, qui représente environ 10% de la population de l'État hébreu (8,5 millions d'habitants) et vit dans un strict respect des lois du judaïsme. Les textes du prospectus appellent le lecteur à « profiter du plaisir d'être ensemble en famille », déclinaison hassidique du slogan « njut » de la firme scandinave. [...]*

*L'absence de femmes du catalogue de meubles version ultra-orthodoxe n'a pas laissé indifférent les internautes: « Je ne savais pas qu'il y avait des familles monoparentales dans la communauté haredim », pouvait-on ainsi lire sur Twitter. [...]*

*Pour essayer d'éteindre la polémique, un responsable local d'Ikea a présenté ses excuses pour le catalogue [...]. La marque de meubles avait déjà fait amende honorable en 2012 après avoir reconnu avoir effacé les femmes de son catalogue saoudien, une affaire qui avait provoqué l'indignation en Suède, pays épris d'égalité femmes hommes.*

« En Israël, un catalogue Ikea sans femmes pour les ultra-orthodoxes », Juliette Deborde, Libération, vendredi 17 février 2017

## L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

**10€ = 3 MOIS D'HEBDO**  
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**s'abonner par chèque**, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 20 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 40 €
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 44 €		
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 38 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 76 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois <input type="checkbox"/> 10 €	

ÉTRANGER  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

**s'abonner par prélèvement automatique**, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo <input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	Hebdo <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : ..... Ville : .....  
Code postal : ..... Mail : .....

Désignation du compte à débiter  
IBAN : .....  
BIC : .....

Mandat de prélèvement SEPA  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR43ZZZ54755

Date : ..... Signature obligatoire

[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)